

Isabelle Boulay

GALA DE L'ADISQ QUE LE PLUS TRADITIONNEL GAGNE!

TAPIS ROUGE ET RÉACTIONS ARTS ET SPECTACLES PAGES 1 À 3

cyberpresse.ca

LA PRESSE

AFGHANISTAN

LES RATÉS DE LA MISSION CANADIENNE

« C'est vous, les Canadiens, qui êtes responsables de la torture parce que vous nous livrez aux services secrets qui agissent comme des sauvages! »

Des prisonniers capturés par les soldats canadiens sont frappés à coups de brique, ont les ongles arrachés, sont privés de sommeil et subissent des chocs électriques.

LISEZ LE PREMIER VOLET DE L'ENQUÊTE DE NOTRE JOURNALISTE
MICHÈLE OUMET À KANDAHAR EN PAGES A2 ET A3

**DES MENUS
TERRIFIANTS
POUR
L'HALLOWEEN**
ACTUEL PAGE 1

**BANC
D'ESSAI**
**DOSSIER
PNEUS
D'HIVER**
L'AUTO PAGES 18 ET 19

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Benoît XVI a béatifié 500
martyrs. Et il m'a oublié!
- L'imam Saïd Jaziri
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

Dalai-lama En attendant de rencontrer Stephen Harper

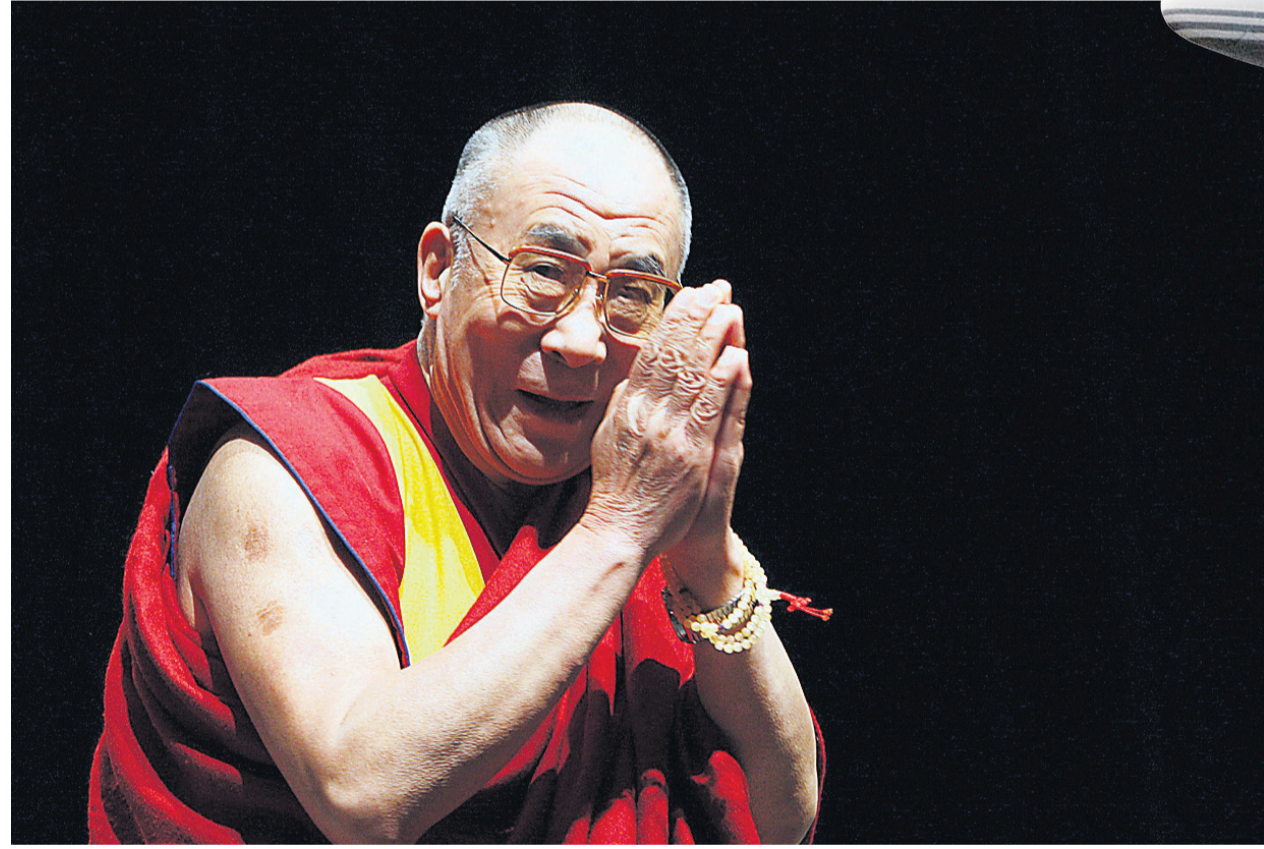


PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Après avoir été reçu par le président américain George W. Bush la semaine dernière à Washington, le leader spirituel tibétain se prépare à rencontrer le premier ministre Stephen Harper aujourd'hui, dans la capitale canadienne. Hier soir, devant quelque 5000 personnes rassemblées à l'aréna d'Ottawa, le dalai-lama a abordé la question de la politique américaine en Irak, dénonçant les méthodes utilisées par les forces américaines: « Au lieu de résoudre le problème, on l'aggrave. » **Notre reportage en page A14.**

**SÉRIE MONDIALE
LES RED SOX SONT CHAMPIONS**
MIKE LOWELL, JOUEUR PAR EXCELLENCE **SPORTS** PAGE 4



**BOMBARDIER
LE Q400
CLOUÉ AU SOL**
PAGE A5

**Le client a
toujours raison**
LA CHRONIQUE
DE SOPHIE COUSINEAU
PAGE A5

**COMMISSION
BOUCHARD-
TAYLOR**
QUI SONT
LES QUÉBÉCOIS
MUSULMANS?
PAGE A4

**Le destin
politique
inaccompli
de PM Johnson**
LA CHRONIQUE
D'YVES BOISVERT
PAGE A7

**BROSSARD
HYUNDAI**
www.brossardhyundai.ca
(450) 671-2225
8750, boul. Taschereau, Brossard

**HYUNDAI S'IMPOSE
AVEC SES OFFRES
2008**

**LES 10 JOURS
HYUNDAI**
DU 22 AU 31 OCTOBRE 2007

ACCENT L 2008 PDSF: 13 595 \$
3 portes, transmission manuelle, AM/FM/CD/prise iPod
dossier arrière rabattable 60/40
LOCATION à partir de
~~159 \$~~ **148 \$*** par mois/60 mois
comptant de 2 699 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION
INCLUS

(MODÈLE ACCENT SP 2008 MONTRÉL)

5 ans/100 000 km

HYUNDAI GLOBALE LIMITÉE.
GROUPE MOTOPROPULSEUR.

DERNIÈRE CHANCE! (MODÈLE ELANTRA GLS MONTRÉL)
ELANTRA GL 2007 PDSF: 15 595 \$
Transmission manuelle, AM/FM/CD/MP3, dossier arrière rabattable 60/40
LOCATION à partir de
156 \$* par mois/60 mois
comptant de 2 850 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION
INCLUS

PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLOMÉS

* Location 60 mois, 20 000 km/an, 0,10 \$ de km extra. Comptant ou échange équivalent de 2 699 \$ pour l'Accent L. Le transport et la préparation sont inclus pour l'Accent L. Location 60 mois, 20 000 km/an, 0,10 \$ de km extra. Comptant ou échange équivalent de 2 850 \$ pour l'Elantra GL. Le transport et la préparation sont inclus pour le modèle Elantra GL. Frais d'acquisition de 350 \$ inclus. Sujet à l'approbation du crédit, photos à titre indicatif, taxes et KSPRA sont en sus. Toutes les marques de commerce sont la propriété de Hyundai Auto Canada, une filiale de Hyundai Motor of America et sont utilisées sous licence. Offre d'une durée limitée. Voir Brossard Hyundai pour les détails.

AFGHANISTAN LES RATÉS DE LA MISSION CANADIENNE

« C'est vous, Canadiens, qui êtes

LE CANADA NE TORTURE PAS LES TALIBANS FAITS PRISONNIERS PAR SON ARMÉE. MAIS IL LES REMET AUX AUTORITÉS AFGHANES QUI, ELLES, FONT UN PEU MOINS DANS LA DENTELLE. À CE QU'ON DIT. VOICI LE PREMIER VOLET D'UNE GRANDE ENQUÊTE MENÉE SUR LE TERRAIN PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE, QUI A RENCONTRÉ PLUSIEURS PRISONNIERS VICTIMES DE SÉVICES.



MICHÈLE OUIMET
ENVOYÉE SPÉCIALE
KANDAHAR

Même si Ottawa a conclu une entente avec le gouvernement afghan au printemps, les prisonniers capturés par les soldats canadiens sont encore torturés dans les locaux des services secrets à Kandahar.

Frappés à coups de brique, privés de sommeil, ongles arrachés, chocs électriques. Certains détenus doivent rester debout, les bras en l'air, pendant deux jours et deux nuits. Leurs pieds deviennent tellement enflés que leurs menottes ne peuvent plus bouger. D'autres ont les bras attachés dans le dos et sont suspendus à un mur, puis frappés avec des câbles électriques.

J'ai visité la prison de Kandahar, Sarpoza. Trois prisonniers capturés au cours des derniers mois m'ont raconté qu'ils avaient été torturés. Un des hauts responsables de la prison, qui ne veut pas être identifié mais qui était présent lors des entrevues, a confirmé. «Oui, a-t-il dit, les détenus sont torturés par les services secrets avant d'être emmenés chez nous, à Sarpoza.»

Le 23 avril, le *Globe and Mail* avait écrit que la majorité des prisonniers capturés par les Canadiens étaient torturés par les autorités locales. Cette révélation avait déclenché une controverse monstre. Le gouvernement Harper avait réagi et signé une entente avec le président afghan, Hamid Karzaï. Depuis, affirme Ottawa, la torture n'existe plus.

Faux, ont dit les trois détenus qui ne veulent pas être identifiés. «En août, a raconté l'un d'eux, des soldats sont entrés chez moi, le soir, et ils m'ont arrêté avec six autres personnes. Ils nous ont accusés d'être des talibans.»

Les soldats les ont emmenés au quartier général des Forces spéciales américaines à Kandahar avant de les transférer à la base militaire de l'OTAN où sont stationnées les troupes canadiennes. «Nous avons passé 12 jours dans la prison de la base militaire, a précisé le détenu. Les soldats nous ont interrogés une seule fois et nous avons été bien traités.»

Mais les choses se sont gâtées lorsque les prisonniers ont été trans-

férés aux services secrets, le NDS (National Directorate Security).

«Les Canadiens nous ont dit de ne pas avoir peur, a poursuivi le prisonnier. Ils nous ont donné un document qui affirmait qu'il n'y avait plus de torture en Afghanistan. Les gens des services secrets l'ont déchiré et ils me l'ont jeté à la figure. Ils m'ont torturé pendant 20 jours. J'ai protesté, j'ai dit que les Canadiens m'avaient promis qu'il ne m'arriverait rien. Ils m'ont répondu: "On n'est pas au Canada ici, on est chez nous! Les Canadiens sont des chiens!" Les services secrets n'écourent personne, ni Karzaï ni le Canada.»

Un autre prisonnier, qui a aussi été torturé, a lancé: «C'est vous, les Canadiens, qui êtes responsables de la torture parce que vous nous livrez aux services secrets qui agissent comme des sauvages!»

Selon la Commission afghane des droits de la personne, la torture existe toujours, mais la situation s'est améliorée depuis que le Canada est intervenu au printemps.

« Ils m'ont torturé pendant 20 jours. J'ai protesté, j'ai dit que les Canadiens m'avaient promis qu'il ne m'arriverait rien. Ils m'ont répondu: "On n'est pas au Canada ici, on est chez nous! Les Canadiens sont des chiens!" »

« Environ le tiers des prisonniers sont encore torturés et l'OTAN le sait, a affirmé un porte-parole, Shamuldin Tanwir. Les Canadiens nous donnent une enveloppe scellée avec les noms des prisonniers capturés. Le problème, c'est que cette liste ne correspond jamais à celle des services secrets.»

Une prison insalubre

Plusieurs prisonniers passent des mains des Canadiens aux services secrets, puis directement à la prison de Sarpoza. Sans juge, ni procès, ni avocat.

«Le système judiciaire est quasiment inexistant, a souligné le porte-parole de l'ONU (UNAMA), Rupert White. Il n'y a qu'un seul procureur pour la province de Kandahar. Interjeter appel est pratiquement impossible. Les juges doivent venir de Kaboul, mais ils refusent. Personne ne veut s'occuper d'un procès politique. Ils ont peur des représailles des talibans. Alors, les délais sont extrêmement longs.»

Et il manque de tout. «Il n'y a pas d'avocats ni d'expertise légale, a ajouté M. White. Il n'y a même pas de copies des lois.»

La prison de Sarpoza est insalubre et surpeuplée. Elle accueille 1200 hommes et une poignée de femmes. Chaque cellule compte 18 détenus. Ils dorment sur des nattes jetées sur le ciment. Seul le chef des prisonniers a un lit. Il n'y a ni eau chaude ni chauffage. L'hiver, les cellules sont glaciales. Le thermomètre chute à moins 10.

Les toilettes sont minimalistes: un trou caché par un vieux rideau. Des souris et des serpents entrent dans les cellules en passant à travers les murs de pierre. Les détenus bouchent les trous avec des sacs de plastique.

Il manque de tout: de couvertures, de draps, de médicaments, de gants pour nettoyer les toilettes. Les panes d'électricité sont fréquentes, des ampoules nues pendent des plafonds et des vieux fils courent le long des murs.

«J'ai souvent demandé aux Canadiens de nous aider, mais ils ne font rien, s'est plaint un des hauts responsables de la prison. Ça fait deux ans qu'on les supplie de nous installer des vitres aux fenêtres pour nous protéger

du froid. L'hiver s'en vient et le Canada n'a encore rien fait.»

Les Canadiens ont refusé de réagir aux allégations de torture. J'ai demandé une entrevue au responsable des services correctionnels posté à Kandahar. La relationniste m'a dit d'appeler Ottawa. Ce que j'ai fait. Réponse: pas de commentaire.

Par contre, j'ai reçu un courriel du ministre canadien des Affaires étrangères. Il disait, en gros, que «le Canada est déterminé à travailler avec le gouvernement de l'Afghanistan afin qu'il respecte ses obligations internationales.»

J'ai aussi contacté l'ambassadeur du Canada à Kaboul, le seul civil qui a le droit de parler aux journalistes. J'attends toujours son appel.

COURRIEL:

Pour joindre notre journaliste:
michele.ouimet@lapresse.ca

SÉRIE /// AFGHANISTAN

DEMAIN > Un hôpital où les dollars s'évanouissent



PHOTO MICHÈLE OUIMET, LA PRESSE ©

La prison de Sarpoza est insalubre et surpeuplée. Elle accueille 1200 hommes et une poignée de femmes. Chaque cellule compte 18 détenus.

BVLGARI



ERGON

CHRONOGAPHE AVEC MOUVEMENT MÉCANIQUE À REMONTAGE AUTOMATIQUE. BOITIER EN OR JAUNE 18 KT AVEC DOUBLE TRAITEMENT BRILLANT ET SATINÉ. VERRE EN SAPHIR AVEC TRAITEMENT ANTI REFLETS. CADRAN AVEC TRAITEMENT VERTICAL ET AIGUILLES APPLIQUÉES TRAITÉES AU DIAMANT. BRACELET EN ALLIGATOR AVEC BOUCLE DÉPLOYANTE EN OR JAUNE 18KT.

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS FRAIS | 888 883 8283

La peur, deux fois plutôt qu'une

MICHÈLE OUIMET

J'ai eu peur deux fois pendant mon séjour à Kandahar. La première, à la prison de Sarpoza; la deuxième, dans les locaux des services secrets afghans.

Je voulais visiter la prison de Kandahar pour demander aux talibans s'ils avaient été torturés par les services secrets avant d'être emprisonnés à Sarpoza. Le directeur, Abdul Qader, m'a reçu dans son bureau, contrarié par ma visite.

Il m'a dit, en chassant des mouches d'une main molle: «Ces gens-là sont très dangereux. Ils sont armés, ils ont des couteaux, des ciseaux, ils pourraient vous tuer. Et nous venons de recevoir 22 kamikazes.»

J'ai regardé mon traducteur, Akbar. Il a levé un sourcil. J'ai compris: ce sont des racontars, le directeur veut se débarrasser de nous, on y va. Résigné, le directeur a sorti une clé de sa poche et il a déverrouillé un gros cadenas. La porte a roulé sur ses gonds et nous sommes entrés dans la section où vivent 230 talibans et autres prisonniers politiques.

L'atmosphère était survoltée. Les détenus attendaient la visite de leur famille et notre arrivée bloquait tout. Ils étaient en rogne. Ils voulaient qu'on parte. Et vite! J'ai eu peur. Akbar m'a dit: «Allez, on s'en va!»

Je suis revenue quelques jours plus tard. Les prisonniers étaient en veine de confidences. Ils m'ont accueillie avec du thé et des fruits. Nous avons longuement discuté des services secrets et des méthodes qu'ils utilisent pour torturer les gens.

Le lendemain matin, j'étais en ville avec Akbar. Son cellulaire a sonné. C'était son hôtel. Les services secrets étaient là, ils l'attendaient. Akbar est resté calme. Il se sentait relativement à l'abri parce qu'il était avec moi, une journaliste occidentale, un statut qui agit comme un talisman. Les services secrets n'oseraient jamais emprisonner une Canadienne, encore moins la torturer. C'est ce que je me disais en me rendant dans leurs locaux.

L'immeuble des services secrets est sinistre: une guérite, des hommes armés, une lourde porte qui donne sur une cour poussiéreuse ceinturée de bâtiments. Nous

sommes entrés dans un bureau. Un garde a jeté un œil sur ma carte de presse, il a noté le nom d'Akbar, puis il a disparu.

Devant nous, il y avait quatre Afghans inquiets qui attendaient des nouvelles de parents détenus par les services secrets.

Le type est revenu 10 minutes plus tard. «Vous pouvez partir, a-t-il dit à Akbar, c'est un malentendu.» Nous sommes partis, soulagés mais sceptiques. Un malentendu, vraiment? Pourtant, c'est le directeur adjoint des services secrets, Balla Karzaï, qui avait envoyé des hommes à l'hôtel.

Par définition, les services secrets ne font pas dans la dentelle. Imaginez en Afghanistan, un pays qui a été dominé par les Soviétiques pendant 10 ans et qui a adopté certaines de leurs méthodes. Imaginez à Kandahar, une ville perdue au bout du monde, marquée par la guerre.

Cette histoire souligne à gros traits le pouvoir occulte des services secrets et surtout, surtout, la vulnérabilité des Afghans qu'aucun système judiciaire ne protège.

Dire que le Canada remet ses prisonniers entre les mains de ces gens-là.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!

ACTUEL 6

Astrologie du jour

ACTUEL 5

Loteries

A 6

Décès

ACTUEL 6

Petites annonces

ACTUEL 4

et AFFAIRES 4

Météo

Ensoleillé en matinée, quelques averses en après-midi, maximum 7, minimum 3. SPORTS 8

AFGHANISTAN LES RATÉS DE LA MISSION CANADIENNE

responsables de la torture... »



PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE ©

Plusieurs prisonniers passent des mains des Canadiens aux services secrets, puis directement à la prison de Sarpoza. Sans juge, ni procès, ni avocat.



PHOTOS MICHÈLE OUIMET, LA PRESSE ©
 Il manque de tout à Sarpoza : de couvertures, de draps, de médicaments, de gants pour nettoyer les toilettes.

Allô Ottawa ? Ici Kandahar

MICHÈLE OUIMET

J'ai traversé la moitié de la planète pour venir à Kandahar, en Afghanistan. Mon objectif : fouiller le dossier de l'aide canadienne. Ottawa investira 39 millions cette année dans la province de Kandahar.

C'est beaucoup d'argent. Est-il bien dépensé, les projets fonctionnent-ils, comment l'ACDI fait-elle pour vérifier si les fonds ne sont pas détournés ? Le gouvernement afghan est corrompu et l'ACDI n'a jamais travaillé dans un pays en guerre. Zéro expérience. Gros défi.

Tous les jours, je quittais la base militaire et je franchissais les 20 kilomètres qui me séparaient de Kandahar pour visiter un hôpital, un camp de réfugiés, la prison. Pas question de fouiller le dossier de l'aide en restant sur la base où il ne se passe rien, sauf le train-train quotidien de 12 000 soldats.

Je parlais avec un traducteur qui m'attendait à la sortie du camp et on filait à Kandahar pour la journée.

Les militaires étaient fâchés. Seul le journaliste du *Globe and Mail*, Graeme Smith, qui vient en Afghanistan depuis plus d'un an, quitte souvent la base avec un traducteur. Les autres couvrent essentiellement les soldats.

Le major Thomson à Ottawa a appelé mon patron. Il lui a dit que je devais écrire sur les soldats ou les « activités du gouvernement canadien » ou quitter la base. Une

menace à peine voilée d'expulsion qui a fini en eau de boudin. L'armée a fini par se calmer.

Je voulais poser des questions à l'ACDI et au Service correctionnel du Canada. Ils ont des représentants à Kandahar. Certains vivaient sur la même base que moi, mais la plupart logeaient au camp Nathan-Smith, quelques kilomètres plus loin. Tous des civils.

« Je n'ai pas le droit de vous parler. Appelez Ottawa. »

Le problème, c'est que les civils n'ont pas le droit de parler aux journalistes. Seuls les militaires peuvent répondre aux questions et, règle générale, ils se bornent à dire des généralités. Car l'armée déteste parler.

Mais bon, l'armée, c'est l'armée. Les soldats s'imaginent que les journalistes sont là pour faire mousser leur mission. Rien de nouveau sous le soleil, toutes les armées du monde pensent de la même façon. Mais les civils ?

« Ils ne peuvent pas vous parler, m'a répété au moins 50 fois la capitaine Johanne Blais. Vos questions vont jusqu'au bureau du ministre à Ottawa. »

J'ai croisé le grand responsable de l'aide canadienne pour la province de Kandahar, Michel

De Salaberry, quasiment tous les jours. Un civil. Un homme d'expérience qui a été ambassadeur du Canada à Téhéran pendant trois ans, un passionné du Moyen-Orient qui connaît ses dossiers sur le bout des doigts.

Nos échanges sont restés prudemment anodins. Quand je lui posais des questions sur l'aide canadienne, il enrobait ses réponses dans une incroyable langue de bois. « Je n'ai pas le droit de vous parler, a-t-il fini par me dire. Appelez Ottawa. » Il m'a aussi suggéré de consulter le site web du gouvernement canadien. Sacré conseil, merci, je n'y avais pas pensé.

J'ai donc traversé la moitié de la planète pour me retrouver pendue au bout de mon téléphone satellite, essayant, en vain, de mettre la main sur un fonctionnaire à Ottawa.

J'étais à Kandahar, les projets étaient à Kandahar, les responsables étaient à Kandahar, mais je devais parler à des gens assis dans leur bureau à Ottawa.

J'ai tellement insisté qu'Ottawa a fini par dédouaner le patron de l'ACDI à Kandahar, Ron Schatz. Il m'a donné une entrevue. Rien de transcendant.

Et les prisonniers torturés ? lui ai-je demandé. « Je ne m'occupe pas de ce dossier. Vous devez parler à Ottawa », a-t-il répondu.

J'ai donc repris mon téléphone satellite. Allô Ottawa ? Ici Kandahar...



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Geneviève Lepage et Asmaa Ibnouzahir, deux musulmanes, faisaient partie des quelque 225 personnes qui ont participé, hier, à l'UQAM, au forum organisé par l'Institut du Nouveau Monde.

Forum de la commission Bouchard-Taylor

Les musulmans prennent la parole

CATHERINE HANDFIELD

« Les relations hommes-femmes, c'est la même chose dans l'islam que partout dans le monde. Les hommes s'en foutent, et les femmes prennent tout trop à cœur », a glissé Ibtissem Triki, originaire de la Tunisie.

Que ce soit avec humour, tristesse ou détermination, tous avaient un point à apporter. Des dizaines de musulmans se sont rendus à l'Université du Québec à Montréal hier pour participer à un forum de la commission Bouchard-Taylor sur les pratiques d'accommodement. Et pour donner LEUR point de vue sur l'impasse actuelle.

La plénière organisée par l'Institut du Nouveau Monde avait pour titre « Qui sont les Québécois musulmans ? » Quelque 225 participants ont répondu à l'appel, en grande majorité de confession islamique. « Des musulmans ordinaires que l'on n'entend pas sur les tribunes », selon Marie-Ève Rouette, coordonnatrice de l'organisation du forum.

Les participants étaient divisés en neuf groupes. Ils ont discuté toute la journée dans des salles

de classe autour de deux thèmes: l'islam et la laïcité, et l'islam et les femmes.

Même si plusieurs musulmans étaient sur la défensive, leurs échanges avec les Québécois d'origine et autres groupes ethniques se sont faits dans le respect. Seule escarmouche, un homme âgé d'origine belge venu annoncer l'apocalypse si l'on permettait aux femmes de porter le voile. Il a été exclu de la journée.

« Le Québec doit s'adapter à nous, mais c'est surtout nous qui devons nous adapter au Québec », a dit la musulmane Rabia Chaouchi.

Quelques consensus

Malgré la pluralité des points de vue, quelques consensus sont ressortis en fin de journée. En premier lieu, une forte volonté d'intégration. « Le Québec doit s'adapter à nous, mais c'est surtout nous qui devons nous adapter au Québec. Je suis prête à faire tous les sacrifices pour que mes enfants n'aient pas à se justifier et soient considérés comme des

citoyens à part entière », a dit Rabia Chaouchi.

Ensuite, la laïcité de l'État n'est pas vue comme un frein à la pratique de la religion, mais pourrait le devenir si on interdisait les symboles religieux dans l'espace public. La nécessité d'ouvrir le marché de l'emploi a été soulignée à maintes reprises.

Les participants ont déploré la mauvaise perception des

Saïd Jaziri », a dit Rafika Mesli, gestionnaire dans le domaine des communications d'origine algérienne.

Les coprésidents « impressionnés »

Les coprésidents de la Commission se sont dits impressionnés de la qualité des interventions entendues. Une qualité que Charles Taylor n'a pas retrouvée au cours des dernières semaines.

« Certaines choses dites au sein de ce débat ont fait beaucoup de mal, a-t-il convenu. Ce n'est pas encore un véritable dialogue parce que ces gens ne connaissent pas les autres intervenants dans la société dont ils parlent souvent de façon méprisante. Aujourd'hui, c'est un début. Les gens se parlent ensemble. »

Il s'agissait du deuxième forum national organisé par l'Institut du Nouveau Monde pour enrichir le débat de la commission Bouchard-Taylor. Le prochain aura lieu le 25 novembre et portera sur l'intégration des immigrants. Après les quatre plénières prévues, un rapport sera remis à la Commission.

LES MUSULMANS EN CHIFFRES

Population: 108 620

Diversité ethnoculturelle:

Plus de 100 groupes ethniques de 60 pays d'origine

>Arabo-Berbères: 58%

>Sud-Asiatiques: 17%

>Iraniens, Afghans: 10%

>Convertis ou d'origine mixte: 7%

>Africains: 5%

>Turcs: 3%

>Asie du Sud-Est: 1%

>Balkans: 1%

Sexe:

>Femmes: 45%

>Hommes: 55%

Grades universitaires (25-44 ans):

>Hommes: 42%

>Femmes: 32%

(Contre 19% et 21% pour la moyenne québécoise)

Connaissance du français: 76%

Confession:

>Sunnites: 77%

>Chiites: 22%

>Autres groupes: moins de 1%

Selon les statistiques du recensement de 2001 et les estimations du spécialiste des religions Frédéric Castel



Règle numéro quatre: Relaxe et faites comme chez vous.

Choisir Porter, c'est bénéficier du confort de notre nouveau salon d'attente raffiné à l'aéroport du centre-ville de Toronto et profiter gratuitement de délicieux capuccinos, de l'internet sans fil et de vos quotidiens préférés.

Réservez en ligne ou appelez le 1-888-619-8622 avant le 31 octobre 2007.

99\$*

Montréal vers l'aéroport du centre-ville de Toronto, 9 fois par jour.

porter

* Réservez avant le 31 octobre 2007 pour vos trajets avant le 15 décembre 2007. Achat requis 7 jours à l'avance. Le trajet aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Les sièges offerts à ce tarif sont en quantité limitée et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols. Valable pour les nouvelles réservations seulement.

www.flyporter.com

Le client a toujours raison



SOPHIE COUSINEAU
CHRONIQUE

Vous savez que vous avez de gros ennuis quand un client fidèle vous laisse tomber d'exaspération de la même façon qu'il abandonnerait un tacot fumant au bord de l'autoroute.

C'est ce qui arrive à Bombardier. Le groupe SAS a résolu de se débarrasser de ses 27 avions de modèle Q400 à la suite d'un énième accident mettant en cause leurs trains d'atterrissage. Il s'agit d'une décision extrême, arrêtée hier lors d'une réunion extraordinaire du conseil de ce transporteur scandinave.

« Nos clients ont de plus en plus de doutes quand vient le temps de voler sur ces appareils », a expliqué Mats Jansson, président et chef de la direction de SAS, société mère de Scandinavian Airlines.

« Cet appareil ne répond pas aux attentes de nos passagers en termes de ponctualité et de fiabilité », a renchéri John Dueholm, chef de la direction adjoint. Et d'ajouter cette phrase assassine: « Il y a un risque que l'utilisation continue du Dash 8 Q400 endommage notre marque de commerce. »

La goutte qui a fait déborder le vase, c'est l'atterrissage raté d'un avion de la Scandinavian Airlines à Copenhague samedi. Si les 44 personnes à bord s'en sont tirées indemnes, Bombardier

se retrouve avec un bel œil au beurre noir.

Le week-end s'annonçait pourtant prometteur lorsque les dirigeants de Bombardier Aéronautique ont quitté le bureau, vendredi. Ils avaient de bonnes raisons de déboucher une grande bouteille de bordeaux et de célébrer cette semaine riche en contrats.

Ou bien c'est la faute de Bombardier, et l'entreprise montréalaise devrait avoir le courage de l'admettre. Ou bien c'est la faute de Goodrich, et Bombardier devrait hausser le ton envers son fournisseur.

Deux commandes annoncées coup sur coup, lundi et mardi, ont ajouté 22 avions Q400 au carnet de commandes. Ces contrats de près de 590 millions US confirment le *come-back* de cet avion turbopropulsé (à hélices) qui peut accueillir jusqu'à 78 passagers.

Bref, Bombardier semblait être enfin sortie de la turbulence dans laquelle elle navigue depuis des mois avec son Q400. Car l'accident de samedi est le dernier d'une longue série.

Il y a eu ce Q400 de la compagnie Augsburg Airways qui a atterri sur le nez à Munich, le 21 septembre. Quelques jours plus tôt, deux atterrissages ratés impliquant des appareils de SAS

avaient cloué au sol les Q400 les plus usés.

Avant cela, deux transporteurs japonais, All Nippon Airways (ANA) et Japan Air Commuter, avaient signalé 77 incidents avec le Q400, dont une vingtaine sont liés au train d'atterrissage avant. Le plus spectaculaire s'est produit en mars, lorsqu'un avion d'ANA a atterri sur le nez dans un nuage d'étincelles.

SAS a réclamé un dédommagement de 77 millions de dollars de Bombardier à la suite des atterrissages ratés de septembre. Mais il ne faut pas faire de lien entre cette réclamation et sa décision de se départir de ses Q400.

En effet, cette décision coûtera fort cher à SAS, qui devra louer d'autres avions pour remplacer les avions de Bombardier. C'est

rentrée du piston de rétraction, si vous tenez à savoir) qui expliquerait l'affaissement du train d'atterrissage dans ces deux cas. Or, un porte-parole de Bombardier avait d'abord laissé entendre que SAS entretenait mal ses appareils!

Changement de discours hier. La vice-présidente communications de Bombardier Aéronautique, Hélène Gagnon, a reconnu que la pièce en question pouvait être défectueuse. Tous les Q400 en service ont été inspectés pour vérifier s'il avait lieu de la réparer ou de la remplacer. C'est en ces occasions qu'il est bon de se rappeler le vieux dicton selon lequel le client a toujours raison...

L'accident de samedi ne semble toutefois pas relié aux accidents de septembre. Pas plus que les accidents de septembre ne seraient

c'est la faute de Bombardier, et l'entreprise montréalaise devrait avoir le courage de l'admettre. Ou bien c'est la faute de Goodrich, et Bombardier devrait hausser le ton envers son fournisseur. Car ce flottement qui perdure nuit surtout à Bombardier.

La décision de SAS ne manquera pas de refroidir les ardeurs des clients potentiels du Q400 comme des clients actuels, qui pourraient ne pas exercer leurs options d'achat. Cela pourrait aussi influencer sur le prix des avions Q400, qui varie selon l'importance de la commande et la popularité de l'avion; ce prix négocié en secret est généralement inférieur au prix affiché.

L'usine torontoise qui assemble ces appareils ne devrait toutefois pas souffrir à court terme.

Les avions turbopropulsés, moins gourmands en carburant, ont retrouvé la faveur des transporteurs avec la flambée du prix du pétrole. Ainsi, l'usine de Havilland a deux bonnes années de travail devant elle.

Mais cela pourrait donner des munitions aux concurrents de Bombardier. Le consortium européen ATR est en train de moderniser ses avions turbopropulsés avec les technologies les plus récentes. Et la Chine prévoit lancer un concurrent au Q400 de Bombardier.

Bref, comme Bell Canada l'a appris à la dure lors des problèmes de facturation dans le sans-fil se sont éternisés, Bombardier Aéronautique doit régler ce problème au plus vite. C'est sa crédibilité même qui est en jeu.

COURRIEL:

Pour joindre notre chroniqueuse: sophie.cousineau@lapresse.ca

Scandinavian Airlines retire tous ses Q400 de Bombardier

LA PRESSE CANADIENNE ET BLOOMBERG

Le transporteur aérien Scandinavian Airlines (SAS) a décidé hier de mettre définitivement au rancart ses 27 avions à turbopropulseurs Q400 de Bombardier, victimes de trois accidents au cours des six dernières semaines.

Et certains analystes craignent que l'avionneur canadien perde maintenant des commandes pour cet appareil dont le faible coût d'exploitation attire les transporteurs régionaux. Depuis son introduction il y a sept ans, 264 Q400 ont été commandés et 164 sont en service dans le monde.

Malgré les récents incidents, Bombardier avait reçu des intentions d'achat de 12 Q400 de la part de la compagnie australienne Quantas Airlines (soit un contrat de 355 millions de dollars, avec option sur 24 autres appareils). Et il avait fait état, la semaine dernière, d'une commande ferme de 10 Q400 (pour 267 millions de dollars, avec options sur 10 autres appareils) à une compagnie aérienne européenne qui ne peut être nommée pour le moment.

« Le risque d'annulation de commandes est réel, estime Daniel Solon, consultant en

aéronautique et ancien cadre d'American Airlines. Cela va dépendre de la rapidité avec laquelle Bombardier et les autres transporteurs trouveront la nature du problème affectant les Q400. » Il estime qu'il n'y a pas de raison pour que cette crise soit fatale à cet appareil, « mais la réaction des passagers est difficilement prévisible ».

Les Q400 de SAS avaient déjà été cloués au sol pour trois semaines après deux accidents en sep-

Certains analystes craignent que l'avionneur canadien perde maintenant des commandes pour cet appareil dont le faible coût d'exploitation attire les transporteurs régionaux.

tembre dernier. Samedi, un autre Q400 de SAS, transportant 44 personnes, a atterri en catastrophe samedi au Danemark, terminant sa course sur son fuselage à la suite d'un bris du train d'atterrissage. Personne n'a gravement été blessé durant l'incident.

« La confiance envers le Q400 a diminué considérablement et nos clients hésitent de plus en plus à voyager dans ce type d'appareil, a commenté le chef de la direction de la compagnie scandinave, Mats Jansson, par voie de com-

muniqué. Par conséquent, avec l'approbation du conseil d'administration, j'ai décidé de retirer immédiatement le Dash 8 Q400 du service. »

Le transporteur a indiqué qu'il remplacerait ses 27 Q400 à turbopropulseurs par d'autres types d'appareils faisant partie de sa flotte, et par la location d'avions. SAS a prévenu qu'il lui faudrait annuler certains vols dans la « prochaine période », mais n'a pas précisé combien.

La société a déjà annulé une cinquantaine d'envolées hier et aujourd'hui, après l'incident à l'aéroport de Copenhague.

Bombardier a reconnu être déçu de la décision de SAS. Après avoir mené une évaluation de la situation, de concert avec Transports Canada, le constructeur avait recommandé dès samedi aux opérateurs d'appareils Q400 de continuer leurs activités. Selon Bombardier, la révision a permis de confirmer la « sécurité et l'intégrité tant de

la conception que du volet opérationnel du système ».

Le porte-parole de l'entreprise, Marc Duchesne, rappelle qu'une enquête avait déterminé que de la corrosion sur un piston était responsable des deux premiers incidents concernant SAS. Quant à l'appareil impliqué dans l'incident de samedi, il ne montre pas les mêmes signes de corrosion.

Par ailleurs, après vérifications auprès des autres transporteurs

utilisant le Q400, aucune trace de corrosion n'a été trouvée sur les trains d'atterrissage.

Cependant, Bombardier ne veut pas faire de déductions trop hâtives et préfère attendre les résultats de l'enquête des autorités danoises avant de conclure qu'il n'y a un problème qu'avec les avions de SAS.

Bombardier a déjà déployé une équipe sur les lieux pour aider les autorités dans leur enquête. Le train d'atterrissage est construit par la société de Caroline du

Nord Goodrich, et installé par Bombardier.

Le 9 septembre dernier, un autre Q400 de SAS avait pris feu après un atterrissage d'urgence à l'aéroport d'Aalborg au Danemark. Trois jours plus tard, un appareil du même type avait dérapé pendant un atterrissage d'urgence à l'aéroport de Vilnius, en Lituanie, fracassant une de ses ailes sur le sol. Personne n'a été blessé gravement dans ces accidents. Les deux avions avaient des problèmes avec leur train d'atterrissage.

En entrevue téléphonique avec La Presse Canadienne, de Stockholm, le porte-parole de la SAS, Hans Ollongren, a laissé entendre qu'une partie du problème provient peut-être du fait que ce transporteur a été le premier à prendre livraison des Q400, en 2000, et qu'il a donc dû faire face aux défauts « de jeunesse » de l'avion. « La dernière génération des Q400, qui sont livrés aujourd'hui, semble avoir un degré plus élevé de fiabilité », a-t-il ajouté.

D'autres transporteurs, dont Austrian Airlines, Augsburg Airways, Flybe, Horizon Air et Porter Air, ont d'ailleurs décidé de garder leurs flottes de Q400 en vol.

Yves Laramée
reçoit toute la semaine

Rachid Badouri
pendant

LES LÈVE-TARD
de lundi à vendredi,
dès 7 h.

couleur JAZZ 91.9
La radio différente

POLITIQUE



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Allen Nutik, le chef d'Affiliation Québec, un regroupement partitionniste qui aspire à devenir un parti politique reconnu, est allé à la rencontre des manifestants des Jeunes Patriotes pour les inviter à assister à la réunion qui se déroulait dans une église de Pointe-Claire. Certains ont répondu à l'invitation, mais se sont rapidement fait montrer la porte à cause de leur comportement indiscipliné.

Les Jeunes Patriotes perturbent une réunion d'Affiliation Québec

MARIO GIRARD

Quelques membres des Jeunes Patriotes du Québec ont perturbé hier une réunion d'Affiliation Québec, un parti politique québécois en devenir et qui prône, entre autres, la partition du Québec.

Brandissant drapeaux et pancartes, la quinzaine de Jeunes Patriotes a chahuté et dit tout haut ce qu'elle pensait de ce regroupement formé en mai dernier et qui attend d'obtenir le nombre de signatures nécessai-

res avant d'être reconnu officiellement comme parti politique au Québec.

Beau joueur, le chef de ce nouveau parti, Allen Nutik, est venu accueillir ces jeunes et les a même invités à assister à la réunion à laquelle ont participé une quarantaine de personnes.

Certains ont répondu à l'invitation, mais se sont rapidement fait montrer la porte à cause de leur comportement indiscipliné. D'autres sont revenus à la charge plus tard en scandant

divers slogans pendant que les membres d'Affiliation Québec entonnaient en chœur l'hymne national canadien.

Avant la réunion, les discussions allaient bon train devant l'église de Pointe-Claire où devaient se rassembler les sympathisants d'Affiliation Québec. « Nous sommes venus dénoncer la vision de ce parti francophobe et partitionniste, a dit François Gendron, porte-parole des Jeunes Patriotes. Ils privilégient le découpage de façon ethnique

et linguistique du territoire québécois, en particulier dans l'ouest de Montréal. C'est anticonstitutionnel et antidémocratique. Nous ne les laisserons pas faire. »

Sur un ton calme et posé, Allan Nutik, chef d'Affiliation Québec, a voulu répondre aux Jeunes Patriotes. « Les séparatistes ont contrôlé l'agenda pendant 40 ans, dit-il. C'est le temps de redonner cet agenda aux fédéralistes. Vous avez perdu deux référendums. Et s'il devait y en avoir un troisième, vous le perdriez également. »

Affiliation Québec place au centre de ses objectifs un projet partitionniste. Devant les manifestants, Allan Nutik a tenu à nuancer les choses. « La partition, oui si c'est nécessaire. Mais pas la partition à tout prix », a dit le chef, tout en précisant que « plus de 50% de la population de Montréal est non francophone ».

Allen Nutik a profité de l'occasion pour critiquer les médias anglophones. « Les médias anglophones ne nous reconnaissent pas, mais eux, les séparatistes, nous reconnaissent », a-t-il dit en pointant les Jeunes Patriotes. Plus tard, dans le cadre d'un discours, il s'est demandé pourquoi les médias anglophones refusaient de passer son message.

Il a aussi fait part du sentiment qu'il éprouve à l'égard des grands partis fédéralistes. « Nous, loyaux canadiens, avons été abandonnés par nos partis fédéraux. »

EN BREF

La ministre Courchesne à la défense de la dictée

Après le retour du bulletin chiffré à l'école, voilà que la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, songe à apporter d'autres améliorations à la réforme scolaire. La Presse Canadienne a appris hier auprès du cabinet de la ministre que ces modifications viseront particulièrement la qualité

du français enseigné à l'école. La question semble beaucoup préoccuper Michelle Courchesne depuis que son cabinet a appris que la dictée n'est plus un outil d'enseignement à la commission scolaire de Laval. Lors de son allocution radiophonique hebdomadaire sur les ondes de Corus, hier, le premier ministre Jean Charest a indiqué que son gouvernement « va agir dès cet automne pour qu'il y ait un retour en force de la dictée dans les écoles du Québec ». Selon lui, la dictée « demeure un des meilleurs moyens pour apprendre à écrire sans faute ». - La Presse Canadienne

MINI.CA

LA PREUVE QUE LES ANGLAISES NE SONT PAS COINCÉES.

LA MINI COOPER AVEC L'ENSEMBLE PREMIUM

399\$ PAR MOIS*
Transport et préparation inclus

39 Location MOIS | **0\$** Versement initial
Dépôt de sécurité

1000\$ Remboursables dans le cadre du programme écoAUTO

CONCESSIONNAIRES MINI

MINI BROSSARD
8500, boul. Taschereau Ouest
Brossard (Québec)
450 445-MINI (6464)
www.minibrossard.com

MINI LAVAL
2450, boul. Chomedey
Laval (Québec)
514 773-MINI (6464)
www.minilaval.ca

MINI MONT ROYAL
4070, rue Jean-Talon Ouest
Montréal (Québec)
514 289-MINI (6464)
www.minimontroyal.ca

LOTO QUÉBEC				Résultats des tirages du: 2007-10-28			
Astro	Jour	Mois	Année	Signe	FINCO		
27	MAI	57	BÉLIER				
Triplex	Extra	Chiffres					
02 03	3214526*	472					
10 13 25	500 000 \$	0760					
*décomposable dans les deux sens							
Résultats des tirages du: 2007-10-27							
649	12 13 17	09	49	05 10 24	23		
	34 40 47	compt.(C)		27 34 35	compt.(C)		
GAGNANTS				GAGNANTS			
LOTS				LOTS			
6/6	2	11 000 000,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$		
5/6+c	12	55 832,10 \$	5/6+c	1	50 000,00 \$		
5/6	289	1 915,10 \$	5/6	21	500,00 \$		
4/6	14 945	70,10 \$	4/6	1 239	50,00 \$		
3/6	283 440	10,00 \$	3/6	22 849	5,00 \$		
2/6+c	214 950	5,00 \$	Ventes totales :		617 407,00 \$		
Prochain gros lot (approx.) : 25 000 000 \$				Extra 6642193* 500 000 \$ *décomposable dans les deux sens			
NOUVEAU ! LE GROS LOT EST MAINTENANT À 2 MILLIONS, 1 \$ PAR SÉLECTION.							
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.							
Résultats des tirages du : 2007-10-28							
00h	1149440	08h	3360535	16h	3333360		
01h	1311884	09h	3044530	17h	2202221		
02h	2082507	10h	2482660	18h	3026406		
03h	1412207	11h	2331345	19h	3143296		
04h	2401642	12h	3091913	20h	1106096		
05h	1246514	13h	2452560	21h	1371220		
06h	3376210	14h	2037909	22h	2004841		
07h	3165447	15h	1497357	23h	2257840		
Résultats complets disponibles au www.10000alheure.com							

TOXIQUE

Une série de documentaires-chocs sur des pollutions industrielles et environnementales québécoises. Présentée par Vincent Graton.

Rouyn-Noranda
Shannon
Montérégie
Thetford Mines
Gentilly
Jonquière
Île-Bizard
Haute-Yamaska
Oka

CANAL D

Ce soir 20h

Vallée du St-Laurent/Nunavik

canalD.com

POLITIQUE

PROJET DE L'AUTOROUTE 30

Le PQ privilégie le tronçon nord

MARIO GIRARD

Le Parti québécois revient à la charge en s'opposant une fois de plus au projet du gouvernement Charest de prolonger l'autoroute 30 comme il envisage de le faire en plein territoire agricole.

Le PQ demande au gouvernement de compléter plutôt l'autoroute 30 dans l'emprise actuelle de la 132, ce qui représenterait une économie d'environ 200 millions selon les critiques du parti.

Le dossier du prolongement de l'autoroute 30 n'en finit plus de s'épaissir. Hier, le député de Vachon et porte-parole du PQ

en matière d'environnement, Camil Bouchard, et le député de Beauharnois et porte-parole en matière de transport, Serge Deslières, sont venus dénoncer les « contradictions » du gouvernement dans ce projet.

Selon eux, le gouvernement devrait abandonner son projet de construire l'autoroute un kilomètre au sud des périmètres urbains de Saint-Constant et Candiac, en plein territoire agricole, et poursuivre ce qui a été amorcé il y a plusieurs années. « Il ne reste que cinq kilomètres à compléter, a dit Serge Deslières. Les autorisations sont là, les expropriations ont été faites, l'aqueduc pluvial est construit. Il

ya plus de 72 millions de dollars investis dans ce tracé. »

En contrepartie, les deux critiques ont évoqué les difficultés liées aux négociations avec les entreprises affectées

qui devraient être expropriés », a ajouté Camil Bouchard. Une évaluation des coûts liés à la construction du nouveau tracé a permis à ces observateurs du PQ d'établir une comparaison.

« Le tracé sud coûterait 200 millions de plus aux contribuables. Le gouvernement a réellement perdu le nord dans ce dossier. »

par le projet du gouvernement: Ciments Lafarge et la compagnie Goodfellow. « C'est sans compter la communauté de Kahnawake et la soixantaine de résidents

« Le tracé sud coûterait 200 millions de plus aux contribuables, a dit Camil Bouchard. Le gouvernement a réellement perdu le nord dans ce dossier. »

Le projet de l'autoroute 30, entre la 15 et Vaudreuil, a connu au cours des dernières décennies plusieurs soubresauts. Ce qui reste à faire se résume en un tronçon de 35 km pour relier Châteauguay à Vaudreuil, dont deux ponts au-dessus du canal Beauharnois et du fleuve Saint-Laurent. Une fois terminée, cette voie de contournement diminuerait le flot de véhicules, notamment des camions, qui entrent dans l'île de Montréal seulement pour la traverser. Le coût de ce projet est estimé à plus d'un milliard de dollars.



Les derniers jours de la dernière chance

À l'achat ou à la location votre concessionnaire vous offre **2500 \$** à utiliser à votre guise†



Odyssey EX-L 2007 illustrée

Odyssey LX 2007

Prix de location à partir de	Taux de financement à l'achat à partir de	Incluant 96 000 km Transport et préparation inclus en location seulement
348 \$* par mois/48 mois	0,9 %	
	0 \$ dépôt de sécurité	



CR-V EX-L 2007 illustré

CR-V LX 2007

Prix de location à partir de	Taux de financement à l'achat à partir de	Incluant 96 000 km Transport et préparation inclus en location seulement
298 \$* par mois/48 mois	0,9 %	
	0 \$ dépôt de sécurité	

LE BÉNÉFICE HONDA

VERT SÛR FUN

Soyez fier de votre Honda – un équilibre incroyable entre économie d'essence, sécurité et performance.

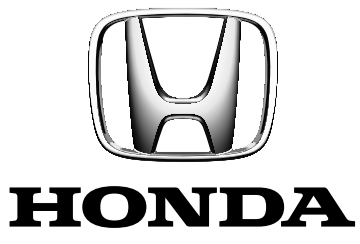
honda.ca

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez honda.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.



Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



*Les offres de location-bail sont faites par Honda Services Financiers Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2007 mentionnés ci-dessus. Période de location de 48 mois. Pour chaque véhicule, sont identifiés : a) le montant initial requis ou échange équivalent, b) le montant mensuel, c) le montant au terme de la location. Odyssey LX (modèle RL3827E) : a) 3485 \$, b) 7 663 \$, c) 24 367 \$. CR-V LX 2RM (modèle RE3837E) : a) 298 \$, b) 6 199 \$, c) 20 503 \$. Taux de financement à l'achat pour le CR-V 2007 : 0,9 % jusqu'à 36 mois, 1,9 % jusqu'à 48 mois. Taux de financement à l'achat pour l'Odyssey 2007 : 0,9 % jusqu'à 36 mois, 2,9 % jusqu'à 48 mois. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Photos à titre indicatif. La carte-cadeau de 2500 \$ incluant les taxes est applicable sur tous les modèles Odyssey à l'achat ou à la location. L'offre n'est pas transférable et ne peut être jumelée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Valable seulement chez vos concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le manufacturier.

SUR CYBERPRESSE.CA

QUIZ

Amateurs de sports, testez vos connaissances sur cyberpresse.ca/quizsport

HALLOWEEN

Pour ne pas se faire prendre au dépourvu le soir de l'Halloween, visitez cyberpresse.ca/halloween

ADISQ

Les grands gagnants du gala de l'ADISQ en photos sur cyberpresse.ca/adisq

MANTEAUX

Découvrez des manteaux hyper tendances pour passer un hiver au chaud sur cyberpresse.ca/manteaux

NOS BLOGUES



**STÉPHANE LAPORTE
Astérix expliqué à Mario Dumont**

Mario Dumont a essayé de faire son comix, en comparant les stratégies économiques des trois partis à Astérix.

Rigolez sur cyberpresse.ca/laporte

INDÉPENDANCE

Rebello s'inspire du projet écossais

MARIO GIRARD

Le vice-président politique et président de la commission politique du Parti québécois, François Rebello, se trouve actuellement en Écosse où il participe au congrès du Scottish National Party (SNP). Il veut ainsi s'inspirer de ce parti indépendantiste actuellement au pouvoir qui a promis de tenir un référendum portant sur l'indépendance de ce pays.

« En s'inspirant du modèle irlandais, le premier ministre Alex Salmond veut tirer le plein potentiel de l'intégration européenne tout en affirmant l'indépendance nationale. Il est intéressant de noter qu'il reste au centre gauche au plan social tout en visant une fiscalité hyper-compétitive pour les entreprises comme en Irlande. »

Alex Salmond, le nouveau premier ministre écossais, s'était engagé il y a quelques mois à tenir une consultation visant à créer « un État pleinement indépendant ». Rattachée à la couronne britannique il y a trois siècles, l'Écosse jouit d'une certaine autonomie depuis 1998. Mais ce n'est pas assez pour le Scottish National Party (SNP) que dirige Salmond.

Dans le cadre de ce congrès, le premier ministre écossais a annoncé qu'il tiendrait un référendum d'ici à 2011, soit avant la fin de son mandat. Le livre blanc déposé en août dernier par Salmond, à la tête d'un gouvernement minoritaire, propose une question référendaire à trois volets: le statu quo, un plus grand pouvoir au Parlement écossais et l'indépendance.

CHUTES NIAGARA

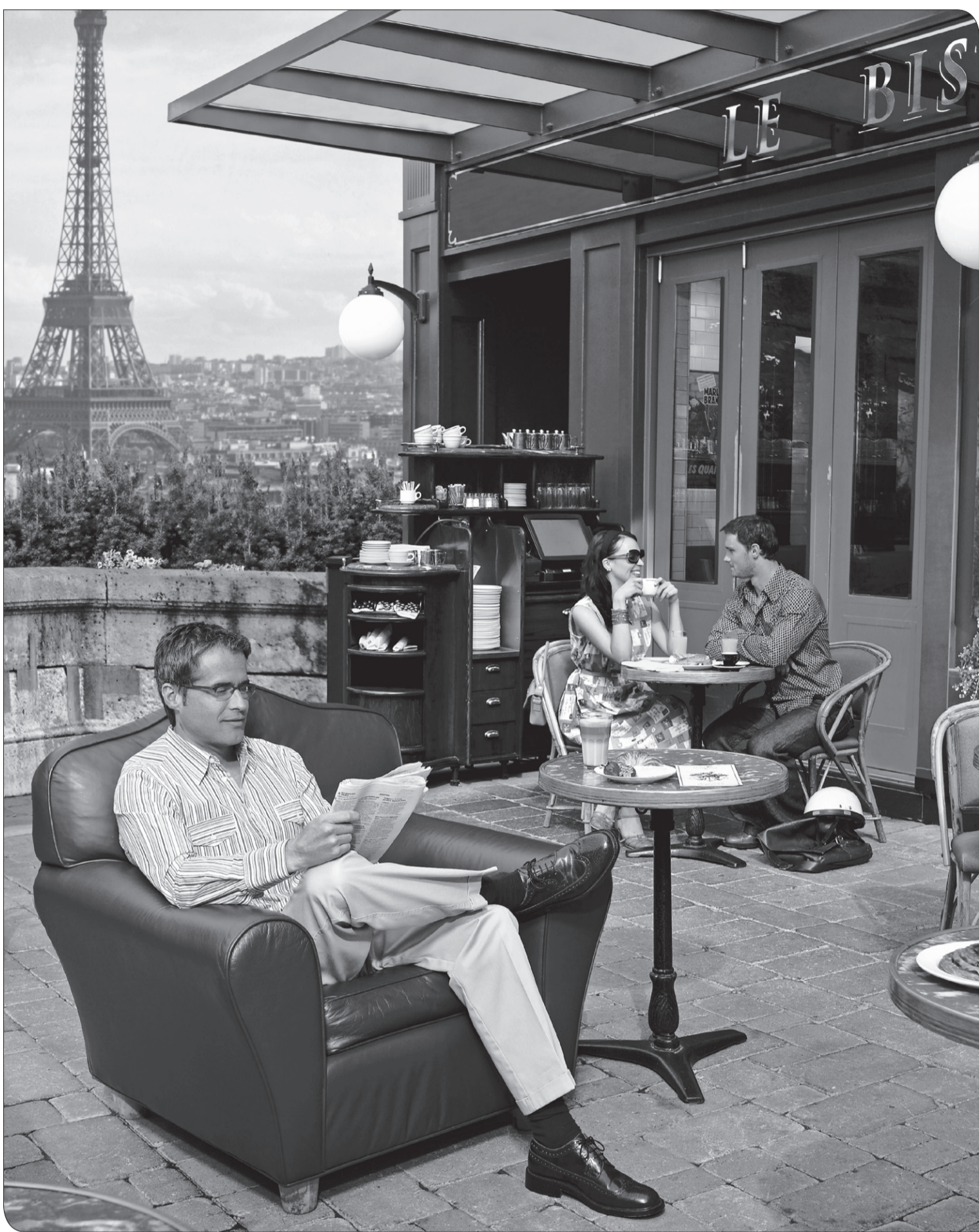
Les É.-U. « annexent » le côté canadien

ASSOCIATED PRESS

L'administration Bush semble avoir annexé un important lieu d'intérêt canadien dans le cadre d'une nouvelle campagne de promotion touristique destinée à inciter les voyageurs étrangers à visiter les États-Unis.

Une vidéo, réalisée par Disney et dévoilée la semaine dernière par les départements d'État et de la Sécurité intérieure, montre de majestueux paysages américains, comme la Nouvelle-Angleterre dans ses couleurs d'automne, ou le Grand Canyon. Les images léchées sont entrecoupées d'images de personnes souriantes. L'œuvre, intitulée « Welcome: Portraits of America », doit être diffusée dans certains aéroports américains et dans les ambassades américaines à l'étranger. Quatre minutes après le début de la vidéo, les spectateurs ont droit à une vue et au grondement impressionnants des chutes Niagara. Mais pour illustrer cette merveille de la nature, les cinéastes de Disney ont choisi la vue de la chute du Fer à cheval, qui se trouve du côté canadien de la frontière séparant l'ouest de l'État de New York et le sud de l'Ontario.

La chute du Fer à cheval est la seule des trois chutes de la rivière Niagara à se trouver du côté canadien. Pire, un visiteur qui se trouverait du côté américain ne pourrait même pas retrouver le point de vue de la vidéo sur les chutes, parce que la scène a été tournée depuis le Canada.



Se diversifier pour une perspective plus globale

✓ Pour avoir un plus grand choix de placements

✓ Pour tirer profit des redressements du marché

✓ Pour mieux vous protéger en cas de repli

Investissez dans certaines des meilleures sociétés au monde.

La diversification de vos placements pourrait être synonyme de bonnes affaires en matière de placements mondiaux. Pourquoi choisir les placements mondiaux? Comme le Canada ne représente environ que 4 % de l'économie mondiale, il serait sensé d'ouvrir vos horizons de placement aux meilleures sociétés des marchés mondiaux actuels. De plus, la diversification pourrait vous permettre de tirer profit des redressements du marché, tout en vous protégeant

contre les replis. Alors, quand vous songez à faire des placements mondiaux, pensez aux Fonds Mutuels TD. Cela peut faire toute la différence au monde.

Laissez-nous vous montrer de quelle manière nos fonds mondiaux peuvent faire partie de vos placements ou de quelle façon vous pouvez en tirer profit dans les portefeuilles du Programme de gestion d'actifs TD (PGA TD).



Passez à une succursale, consultez le site www.tdcanadatrust.com/fonds ou composez le 1-866-235-1110



Des services bancaires confortables

Les placements dans les fonds communs de placement peuvent être assortis de commissions, de commissions de suivi, de frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir, car il contient des renseignements détaillés. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis ni assurés; leur valeur fluctue souvent, et le rendement passé ne se répétera pas forcément. Les Fonds Mutuels TD et le Programme de gestion d'actifs TD sont gérés par Gestion de Placements TD Inc., filiale en propriété exclusive de La Banque Toronto-Dominion, et sont offerts par l'intermédiaire des Services d'investissement TD inc. (principal placeur), de TD Waterhouse Canada Inc. (membre du FCPE) et de courtiers indépendants. Les représentants en fonds mutuels des Services d'investissement TD inc. offrent les fonds communs de placement dans les succursales de TD Canada Trust. Programme de gestion d'actifs TD, PGA TD et Fonds Mutuels TD sont des marques de commerce de La Banque Toronto-Dominion, utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

Projet de port méthanier Rabaska

Les opposants font front commun

DAPHNÉE DION-VIENS
LE SOLEIL

QUÉBEC — Le feu vert du gouvernement Charest au projet Rabaska, mercredi dernier, semble avoir galvanisé les opposants à la création d'un port méthanier à Lévis. Plus de 1000 personnes ont exprimé leur désaccord hier devant l'Assemblée nationale, lors de la plus grande manifestation organisée jusqu'à maintenant à Québec.

Dans la foule qui a bravé le vent mordant, chacun avait sa petite raison pour monter au front. Des mères inquiètes pour la sécurité de leurs enfants. Des agriculteurs qui veulent conserver leurs terres. Des gens préoccupés par les effets sur l'environnement. Des résidents de l'île d'Orléans soucieux de préserver la beauté du paysage. Des citoyens troublés par l'absence d'une politique énergétique cohérente.

« Il y a une multitude de raisons de s'opposer, dit Marie Gauthier, 49 ans, qui habite Lévis. Mais surtout, parce qu'il ne faut pas développer les énergies fossiles alors qu'on a l'hydroélectricité et les éoliennes. Ce n'est pas vrai que ce projet répond aux besoins des Québécois. »

Cette mobilisation n'est que le début, espèrent les organisateurs. « Tout à coup les gens se réveillent parce qu'ils sont devant le fait accompli, affirme Daniel Breton, porte-parole de la coalition Québec Kyoto. Je pense qu'il y a un potentiel pour que la mobilisation grossisse à partir de maintenant. »



Plus de 1000 personnes ont exprimé leur désaccord au projet méthanier Rabaska, hier, devant l'Assemblée nationale. PHOTO STEVE DESCHENES, LE SOLEIL ©

Refusant de croire qu'il est trop tard, les opposants espèrent toujours faire reculer le gouvernement Charest comme ce fut le cas avec la centrale thermique du Suroît, en 2004.

Front commun

Une vingtaine de groupes environnementaux, dont la coalition Québec Kyoto, Greenpeace et Équiterre, ont joint les rangs

des manifestants. Le mouvement environnemental est plus uni que jamais, affirme M. Breton, qui reconnaît toutefois que certains groupes ont tardé avant d'emboîter le pas. Au cours des derniers jours, des observateurs ont souligné que la division du mouvement écologiste avait fait le jeu des promoteurs du projet.

Le critique péquiste en matière d'environnement, Camil

Bouchard, de même que la députée Agnès Maltais, étaient aussi présents hier, alors que le PQ n'était pas représenté lors de la dernière manifestation à Montréal, en septembre. « On ne peut être d'accord avec un projet qui n'a pas reçu l'aval de la Régie de l'énergie du Québec », affirme M. Bouchard, qui demande au gouvernement de faire la preuve que ce projet est nécessaire.

Chirurgie
cardiovasculaireLe CHUM
s'oppose à
l'ajout de salles
d'hémodynamie

PASCALE BRETON

Montréal rompt le silence et joint sa voix dans le débat qui déchire deux hôpitaux de la Rive-Sud concernant l'obtention d'une salle d'hémodynamie pour traiter les patients cardiaques.

Il faut remettre les pendules à l'heure, croit le chef de la cardiologie au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), le D^r Guy Leclerc. Il existe suffisamment de salles d'hémodynamie au Québec pour répondre à la demande.

L'hémodynamie est une spécialité de la chirurgie cardiovasculaire. L'une des procédures, l'angioplastie, consiste à insérer un ballonnet et un tuteur pour débloquent une artère bloquée.

« Comme contribuable, je serais très déçu qu'on investisse encore de l'argent alors qu'il y a des gens qui finissent de travailler à 13h ou 14h dans les salles d'hémodynamie actuellement et qui se tournent les pouces en attendant les patients », lance le chef de la cardiologie au CHUM, en entrevue à *La Presse*.

Depuis deux ans, le nombre de procédures est en baisse. Les listes d'attente sont stables. Plus de 90 % des patients sont traités dans les délais à travers la province. Les salles ferment souvent bien avant 16h, soutient le D^r Leclerc.

Un véritable débat fait pourtant rage sur la Rive-Sud. *La Presse* révélait récemment que l'hôpital Charles-LeMoine doit transférer chaque année près de 800 patients cardiaques au CHUM, faute d'installations pour traiter ses patients sur place.

Une collaboration de longue date s'est établie entre les deux hôpitaux, mais Charles-LeMoine voudrait obtenir sa propre salle d'hémodynamie pour éviter le transfert des patients.

L'hôpital Pierre-Boucher, également à Longueuil, possède pour sa part une salle d'hémodynamie où sont traités les patients de la Montérégie. Il y a quelques années, une seconde salle a été prévue, mais l'établissement attend toujours le feu vert du gouvernement pour l'équiper. L'établissement souhaite traiter les patients de Charles-LeMoine, plutôt que de les envoyer au CHUM.

Le débat est devenu extrêmement politique, estime le D^r Leclerc. Il en a d'ailleurs été question cette semaine, à l'Assemblée nationale. Le Parti québécois exhorte le ministre de la Santé, Philippe Couillard, à trancher en faveur de Pierre-Boucher.

Une pression déplorable, dénonce le chef de la cardiologie du CHUM. Même en cas d'infarctus, où chaque minute compte, le transfert entre Charles-LeMoine et l'hôpital Notre-Dame, du CHUM, est rapide. Advenant une complication majeure, le patient se trouve déjà dans un centre hospitalier ultraspecialisé, contrairement à Pierre-Boucher.

« Je comprends que Pierre-Boucher peut répondre à des besoins de base. Mais de là à augmenter son volume, c'est faire fi de la réalité d'une population qui est de plus en plus âgée, de plus en plus complexe, où on doit avoir plusieurs expertises pour traiter ces patients », lance le D^r Leclerc.

En 2005, le Regroupement québécois de cardiologie tertiaire (RQCT), un comité avisé d'experts, évaluait qu'il n'y avait pas de problème d'accessibilité au Québec.

Au début du mois, le RQCT a réitéré son avis au ministre. « Nous recommandons de tenter une concentration des expertises, de considérer qu'il semble y avoir assez de plateaux techniques et de regarder l'impact sur les milieux académiques et universitaires », résume le D^r François Philippon, président du RQCT.

Mais la question est loin d'être réglée sur la Rive-Sud. La chef de cardiologie de Pierre-Boucher, la D^r Sylvie Maillette, invite à la collaboration. Il faut revoir les procédures pour les urgences comme les infarctus, insiste-t-elle.

« Que l'hôpital Charles-LeMoine continue de faire affaire avec le CHUM pour les cas moins urgents, soit. Mais dans les situations d'infarctus où chaque minute compte, ils devraient nous envoyer leurs patients. Ils doivent être soignés dans leur région. »

Le chef de la cardiologie de Charles-LeMoine, le D^r Gertie Gaudreault, croit pour sa part que la traditionnelle collaboration avec le CHUM doit être maintenue. « Si on ne peut pas avoir de salle d'hémodynamie chez nous, à court ou moyen terme, notre collaboration avec le CHUM doit pouvoir continuer. »

Subaru vous en
donne toujours plus !

Recevez **2000 \$**
d'essence gratuite
à l'achat ou à la location d'une
Outback 2008.*



Outback 2.5i 2008



379 \$ / 48 mois
** taxes en sus
PRIX DE LOCATION

Quelques points forts

- Système de traction intégrale symétrique à prise constante
- Moteur BOXER SUBARU 2,5 litres
- 170 chevaux de puissance
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Stéréo AM/FM avec lecteur CD/MP3/WMA
- Ingénierie japonaise



SUBARU

www.subaru.ca

SUBARU SAINTE-AGATHE
SAINTE-AGATHE DES-MONTSSUBARU RIVE-SUD
GREENFIELD PARKLACHUTE SUBARU
BROWNSBURGSUBARU SAINT-JÉRÔME
SAINT-JÉRÔMESUBARU DES SOURCES
DOLLARD DES ORMEAUXSUBARU SAINT-HYACINTHE
SAINT-HYACINTHEJOHN SCOTTI SUBARU
SAINT-LEONARDCONCEPT AUTOMOBILES
GRANBYCARREFOUR SUBARU AUTO
SAINTE-ROSE, LAVALSUBARU DE LAVAL
ADM AUTOMOBILESSUBARU AUTO CENTRE
MONTREALJOLIETTE SUBARU
JOLIETTESUBARU REPENTIGNY
REPENTIGNY

*Une ou plusieurs cartes d'essence prépayées d'une valeur totale de 2000 \$ seront remises en prime à l'achat ou à la location d'un modèle Outback 2008 commandé et livré entre le 1er et le 31 octobre 2007. Cartes non-monnayables. **Pour le modèle Outback 2.5i 2008 5 vitesses (8D1BP): paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0\$ dépôt de sécurité. Comptant 4 703,88\$ (taxes incluses) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 5 214,37\$ (taxes incluses). Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 km par année, 15¢ du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. Photos à titre indicatif seulement. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Offres valables jusqu'au 31 octobre 2007.

Il y a 20 ans mourait René Lévesque

NORMAN DELISLE
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Un dimanche soir maussade d'automne, il y a 20 ans, le 1^{er} novembre 1987, une nouvelle secouait le Québec. L'ancien premier ministre René Lévesque décédait subitement d'un infarctus.

M. Lévesque s'écroulait, foudroyé, à sa résidence de L'Île-des-Soeurs. À son arrivée à l'Hôpital général de Montréal, le Dr Michael Churchill-Smith ne pouvait que constater son décès.

Sur sa tombe, au cimetière de Sillery, à Québec, on grave le célèbre mot du chansonnier Félix Leclerc: «Il fera partie de la courte liste des libérateurs de peuple».

Tant comme ministre dans le gouvernement de la Révolution

tranquille que comme premier ministre du Québec, M. Lévesque passera à l'histoire pour des réalisations qui ont fait accomplir des pas de géants au Québec.

Mais il a connu deux échecs qui ont retardé ce progrès qu'il

Il passera à l'histoire pour des réalisations qui ont fait accomplir des pas de géant au Québec.

voulait pour son peuple. Le 20 mai 1980, les souverainistes au pouvoir n'obtenaient que 40% d'appuis en faveur de la souveraineté du Québec. Dans les notes manuscrites de René Lévesque, le biographe Pierre Godin a trouvé ce mot écrit peu après le référendum: «Les Québécois sont le seul peuple de

l'Histoire à s'être refusé démocratiquement la pleine maîtrise de leur avenir».

Moins de deux ans plus tard, le gouvernement fédéral dirigé par le libéral Pierre Elliott Trudeau imposait au Canada une constitu-

tion que tous les gouvernements du Québec ont refusé d'entériner depuis.

René Lévesque est né le 24 août 1922. Les documents officiels prétendent que c'est à New Carlisle, en Gaspésie, mais en réalité, c'est à Campbellton, au Nouveau-Brunswick, où se trouvait l'hôpital

le plus proche. Mais il a passé son enfance à New Carlisle, le long de la baie des Chaleurs, où son père était avocat.

Après ses études classiques, il s'inscrit en droit à l'Université Laval, mais ne complète pas son cours. Il devient plutôt journaliste et s'embarque en mai 1944 pour l'Europe en guerre comme agent de l'Office américain d'information.

De retour au pays, c'est une prestigieuse carrière de journaliste qu'il entreprend à la radio et à la télévision de Radio-Canada.

Il se fait connaître surtout comme animateur vedette de l'émission *Point de mire*, qui lui permet d'aborder tous les sujets internationaux de l'heure et d'interroger des personnalités internationales.

En 1960, le chef libéral Jean Lesage le recrute comme candidat, et René Lévesque devient ministre dans l'équipe de la Révolution tranquille. Comme ministre des Ressources naturelles, il procédera au premier grand geste que posera le Québec pour maîtriser son économie: la nationalisation de l'électricité.

M. Lévesque a claqué la porte du Parti libéral du Québec en octobre 1967, créant le Mouvement souveraineté association, qui allait devenir le Parti québécois en 1968.

Le 15 novembre 1976, le Québec a le premier gouvernement souverainiste de son histoire.

Ce gouvernement saura doter le Québec de plusieurs lois qui contribuent encore à l'édification du Québec moderne.

René Lévesque a démissionné comme chef du Parti québécois en juin 1985, et le parti a perdu le pouvoir en décembre de la même année.



Tirez des économies de votre téléphone avec un forfait.



Ajoutez maintenant la téléphonie résidentielle au Forfait de Bell et économisez jusqu'à 15 \$ par mois.

L'ensemble Téléphonie résidentielle de Bell vous procure:

- Service fiable et éprouvé
- Afficheur et Affichage d'Appel en attente
- Appels locaux illimités

À partir de seulement

14⁹⁵\$¹
/mois

après rabais total de 15 \$ du Forfait de Bell²



GRAND PARTENAIRE
NATIONAL

1 866 313-9856

Visitez un magasin Bell
bell.ca/forfaittelephonie



ACTUALITÉS



PHOTO RICK BOWMER, ASSOCIATED PRESS

Les vents violents qui ont attisé les incendies en Californie, brûlant 1790 maisons et ravageant plus de 200 000 hectares ces derniers jours, se sont atténués, laissant même la place à quelques averses samedi.

CALIFORNIE

La lutte contre les incendies progresse

GARANCE BURKE
ASSOCIATED PRESS

LAKE ARROWHEAD, Californie — Les pompiers espéraient hier continuer à progresser dans leur lutte contre les incendies dans le sud de la Californie, malgré le temps qui devait à nouveau se réchauffer et le fait que de nombreuses maisons restaient menacées.

Les vents violents qui ont attisé les feux, brûlant 1790 maisons et ravageant plus de 200 000 hectares ces derniers jours, se sont atténués, laissant même la place à quelques averses samedi, alors qu'un réchauffement était attendu dans les comtés d'Orange et de San Diego.

« Nous sommes toujours raisonnablement optimistes », a assuré Chris Caswell, du service

des pompiers du comté d'Orange. Une quinzaine de foyers étaient entourés par les pompiers et neuf étaient contenus entre 40 % et 97 %.

Les autorités ont porté le bilan humain de trois à sept morts samedi, avec la confirmation que les flammes avaient coûté la vie à quatre migrants illégaux dont les corps calcinés ont été retrouvés non loin de la frontière mexicaine jeudi, a déclaré José Alvarez, chargé de communication auprès des services d'urgence du comté de San Diego. Onze autres personnes étaient hospitalisées à San Diego, dont quatre se trouvaient dans un état critique.

Les incendies continuaient de faire rage dans la région de Lake Arrowhead, dans le massif de San Bernardino, à environ 160 kilomètres à l'est de Los Angeles. Alors que 4400

personnes demeuraient dans 28 abris provisoires dans le sud de la Californie, les autorités ont mis en garde contre un fort taux de pollution dans l'air, et nombre de secteurs restaient encore privés d'électricité et d'eau potable.

Samedi, le gouverneur de la Californie, Arnold Schwarzenegger, a annoncé une aide pour ceux qui ont perdu des biens dans les flammes et il a promis de retrouver la ou les personnes qui ont déclenché le feu menaçant encore des maisons.

Évoquant la controverse sur les lourdeurs administratives qui ont retardé l'intervention des avions de l'armée dans la lutte contre les incendies, Arnold Schwarzenegger a affirmé qu'il fallait parfois un tel drame « pour vraiment réveiller tout le monde ».

CHEVREUILS
SUR LA ROUTEUn corridor
faunique dans
les Laurentides

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Devant la hausse constante de cerfs de Virginie en milieu urbain et le danger qu'ils représentent pour les conducteurs de véhicules, la MRC des Laurentides a établi un corridor de déplacement faunique dans le vaste secteur de Tremblant.

Les chevreuils sont de plus en plus portés à quitter la forêt afin de se promener en toute quiétude près des habitations, parce que beaucoup de gens les nourrissent. Les cerfs se déplacent souvent en groupe et ils traversent les routes. Ils adorent les haies de cèdre et ils s'approprient en raison de la gentillesse des humains à leur égard.

« C'est presque une cohabitation avec les humains. Comme pour la protection des rives, ce n'est pas avec les résidents permanents que nous avons les plus gros problèmes. Ce sont les villégiateurs qui les nourrissent le plus. Plusieurs pensent que c'est bon de leur donner des carottes. Les chevreuils préfèrent venir près des maisons au lieu de demeurer en forêt et être la cible de prédateurs », souligne le préfet Ronald Provost.

Il n'est pas rare de voir plusieurs chevreuils qui, après avoir été nourris, retournent dans la forêt en traversant la chaussée, causant souvent de graves accidents. La montée Ryan, axe principal conduisant à la station touristique de Mont-Tremblant, est l'une des voies de circulation où l'on signale le plus d'accidents à cause des cerfs de Virginie.

La MRC demande aux promoteurs de revoir leurs plans afin de construire leur projet immobilier le plus loin possible du corridor faunique. Des primes pourraient être offertes aux entrepreneurs qui acceptent de reculer leur projet, ce qui se traduira par une augmentation du nombre d'unités permis à l'origine.

70% DES
BILLETS VENDUS
FAITES-VITE!SOMMET
DU MILLENAIRE
MONTRÉAL 2007

CONFÉRENCIERS INVITÉS



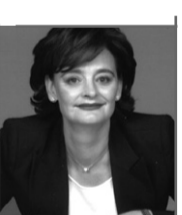
DESMOND TUTU
Archevêque et Prix
Nobel de la paix



MICHAEL DOUGLAS
Deux fois lauréat d'un Oscar
et activiste international



TIM ROBBINS
Acteur, gagnant d'un Oscar, réalisateur,
producteur et activiste international



CHERIE BOOTH BLAIR
Avocate, épouse de l'ex-premier
ministre britannique et activiste
internationale



TRUDIE STYLER
Actrice, productrice, directrice
et activiste internationale



ISHMAEL BEAH
ancien enfant-soldat, auteur d'un
livre à succès et conférencier de
renommée mondiale

C'EST L'HEURE DES ENFANTS!

Peu importe notre âge, peu importe notre milieu,
peu importe notre occupation...
le pouvoir d'agir nous appartient à TOUS, prenons-le!



DANIEL GERMAIN
Président-fondateur
Club des petits déjeuners du Québec,
Breakfast Clubs of Canada,
Sommet du millénaire de Montréal



GENEVIÈVE BORNE
Maître de
cérémonie



SONIA BENEZRA
Animatrice télé
et Radio



PATRICK HUARD
Porte-parole
du Sommet
du millénaire
de Montréal



MIA FARROW
Actrice et
ambassadrice
de bonne volonté
de l'UNICEF

LE 9 NOVEMBRE 2007 AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Achetez vos billets en ligne dès maintenant ou contactez-nous

WWW.SOMMETMILLENAIRE.ORG
1.866.515.5009

Avec la participation du

Québec

présenté par

ALDO

transporteur officiel

AIR CANADA

partenaires de

communications

LA PRESSE

co-producteur

PowerWithing

partenaires platine

Prévention
Indemnités
et Aide Chèque

WAL-MART

BlueSponge

Soditech

partenaires or

Lait

GARDA

Multi-Prêts

HOTEL
ST-JAMES

VIA Rail/Canada

The Gazette

avec la collaboration de

Montréal

L'ÉCOLE
MONTREAL
INTERNATIONALCentre des
Études de
la CaraïbeCentre des
Études de
la Caraïbe

PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Françoise Faraldo, la veuve de Gerry Boulet, en compagnie de sa fille, Julie Boulet.

L'ex-petit ami
de la fille de Gerry
Boulet comparaît

CHRISTIANE DESJARDINS

Françoise Faraldo, veuve de Gerry Boulet, a eu peur le 17 septembre dernier, quand Larry Eduardo Adriani Acosta s'est introduit chez elle, l'a ligotée et terrorisée.

L'homme de 40 ans n'acceptait apparemment pas la rupture avec la fille de M^{me} Faraldo. Dépressif, et en possession d'un couteau, il menaçait de se suicider, et voulait que M^{me} Faraldo appelle sa fille. Ce que M^{me} Faraldo aurait fini par faire au bout de quelques heures. La fille aurait prévenu la police et Acosta a été arrêté. Il a été accusé d'introduction par effraction, séquestration, voie de fait armée et voie de fait simple à l'égard de M^{me} Faraldo.

Lors de sa comparution, vu son état, son avocat a demandé et obtenu qu'Acosta subisse une évaluation psychiatrique, pour déterminer s'il était apte à subir un procès. Le rapport a été complété la semaine dernière, et ferait état essentiellement de problèmes dépressifs. L'homme ne serait apparemment pas d'un naturel violent.

M. Acosta était de retour devant le juge vendredi, pour subir son enquête sous cautionnement. La procédure a toutefois été reportée à aujourd'hui, car M^{me} Faraldo, qui souffre de sclérose en plaques, tient à s'exprimer devant le juge. C'est du moins ce que la procureure de la Couronne Anne Aubé a fait valoir au magistrat, vendredi, en demandant de reporter la cause à aujourd'hui.

EN BREF

Attaque au couteau
à Montréal

Une dispute s'est transformée en attaque au couteau dans la nuit de samedi à hier au centre-ville de Montréal. Vers 2h30, un petit groupe d'environ quatre personnes, qui se trouvaient à l'angle de la rue Peel et du boulevard de Maisonneuve, a eu une altercation. À un moment, un jeune homme dans la vingtaine a sorti une arme blanche et blessé une personne à la tête, au cou et au dos. Dépêchés sur les lieux, les policiers ont rapidement procédé à l'arrestation de l'agresseur qui se trouvait non loin de là, et ont également trouvé son arme. Une fois à l'hôpital en compagnie du blessé, ils ont découvert que l'attaque avait fait une seconde victime. Blessée au bras, cette personne s'est rendue d'elle-même à l'urgence. Le jeune homme arrêté par la police pourrait faire face à des accusations d'agression armée.

— Mario Girard

Deux hommes
poignardés
à Brossard

Deux hommes ont été poignardés samedi soir à Brossard. Les événements sont survenus dans le stationnement d'une station-service du boulevard Rome. Un des deux hommes s'est réfugié dans une pizzeria située de l'autre côté de la rue. On ne craint pas pour leurs vies. Les policiers ont procédé à des arrestations et ont interrogé quelques témoins.

— La Presse

Drame passionnel
à Laval

La police de Laval enquête sur un drame passionnel survenu samedi soir, dans le quartier Laval-des-Rapides. Vers 22h, l'ex-petit ami d'une femme s'est présenté à son appartement de l'avenue Perrin, près de la rue Branly. Selon certaines informations, l'homme venait récupérer certains objets. Après avoir quitté, il aurait été rattrapé par le nouveau conjoint de la femme. Une bagarre a alors éclaté entre les deux hommes. L'ex-conjoint, 41 ans, a été poignardé. Transporté à l'hôpital, il a succombé à ses blessures. Le suspect, âgé de 46 ans, a été arrêté sur les lieux.

— La Presse

APRÈS UN DÉPLOIEMENT EN AFGHANISTAN

Le quart des soldats souffrent de troubles mentaux

ALISON AULD
LA PRESSE CANADIENNE

HALIFAX — De nouvelles données permettent d'apprendre que des centaines de soldats canadiens de retour d'Afghanistan souffrent de divers troubles mentaux liés à leur déploiement.

Mais même en disposant de ces informations, les autorités militaires reconnaissent qu'elles comprennent peu la façon dont les soldats peuvent être affectés par les rigueurs de la guerre et le stress provoqué à long terme par les opérations militaires.

Environ 28 % des 2700 soldats des Forces canadiennes examinés à leur retour d'Afghanistan montraient les symptômes d'un ou de plusieurs troubles mentaux, incluant la dépression nerveuse, les attaques de panique et les tendances suicidaires.

De ce groupe, 17 % montraient des signes de consommation excessive d'alcool, environ 5 % avaient des symptômes du syndrome de stress post-traumatique, ou SSPT, et 5 % présentaient des symptômes de dépression majeure.

« C'est significatif, mais c'est proportionnel à la nature difficile de l'opération », a affirmé le D^r Mark Zamorski, responsable de la section de la santé du déploiement militaire, lors d'un entretien accordé depuis Ottawa au sujet des données qu'il a compilées au mois d'août.

« C'est inquiétant parce que nous demandons à nos membres de risquer beaucoup », a-t-il ajouté.

Il est possible que les autorités militaires ne soient au courant que de peu de cas de



Environ 28% des 2700 soldats des Forces canadiennes examinés à leur retour d'Afghanistan présentaient les symptômes d'un ou de plusieurs troubles mentaux, incluant la dépression nerveuse, les attaques de panique et les tendances suicidaires, selon les données compilées par les autorités militaires. Ci-dessus, une offensive des soldats canadiens contre les talibans en août dernier dans le district de Zhari.

PHOTO MARTIN TREMBLAY. ARCHIVES LA PRESSE ©

soldats aux prises avec des troubles mentaux, car les Forces canadiennes ne disposent pas d'un système d'information comportant des données sur l'état de santé des soldats pendant une longue période et

compilant des données de toute provenance.

Les soldats sont supposés être examinés dans un délai de 90 à 180 jours après leur retour d'Afghanistan. Mais s'ils commencent à souffrir de troubles

mentaux après cette période, ils ne sont pas inclus dans la banque de données de M. Zamorski.

« Nous réalisons qu'il s'agit d'une faiblesse et nous travaillons afin de tenter de déve-

lopper un système pour le faire, mais il s'agit d'informations qu'il est très difficile de recueillir de façon juste », a-t-il dit.

Depuis 2002, 71 soldats et un diplomate canadiens ont été tués en Afghanistan.

Reportage publicitaire

Comment ça va?
Un cahier spécial sur la santé à ne pas manquer

Le jeudi
1^{er} novembre dans
LA PRESSE

(11h23) Les dégâts en Californie sont évalués à plus d'un milliard de dollars

(11h27) sur **cyberpresse.ca**

49%
des Québécois
ont des difficultés de lecture

Aidez-nous à les aider!

Don en ligne :
www.fqa.qc.ca
ou 1 800 361-9142

Fondation pour l'alphabétisation
Des mots d'espoir

LA PRESSE

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

CONCOURS JE SUIS ÉCONERGÉTIQUE

Semaine de l'efficacité énergétique
Du 4 au 10 novembre 2007

LE CALCUL EST SIMPLE
PARCE QUE CHAQUE GESTE COMPTE, J'AGIS MAINTENANT.

GAGNEZ des électroménagers Energy Star ou une Smart... une petite auto écolo, en participant au concours **JE SUIS ÉCONERGÉTIQUE.**

Pour participer, vous devez remplir le coupon de participation et le retourner à :

Concours « Je suis éconergétique » C. P. 15180, Québec (Québec)
G1K 7X2 avant le 23 novembre 2007 à 9h45 ou vous inscrire en ligne à : **www.tva.canoe.ca**. Tirage le 26 novembre 2007 à 10h.

Nom : _____

Tél. (jour) : _____

Aucun achat requis. 18 ans et plus. Résidents du Québec seulement. Règlement disponible au Réseau TVA. Valeur approx. des prix : 20 000\$. Date limite de participation : 23 novembre 2007.

Pour plus d'information, consultez notre site Web : **www.aee.gouv.qc.ca**
Vous économisez. L'environnement y gagne aussi.

En collaboration avec les distributeurs d'électricité, de gaz naturel, de mazout et de propane

Agence de l'efficacité énergétique Québec

Cristina, une péroniste authentique

En succédant à son mari, la nouvelle présidente argentine perpétue une tradition amorcée par Evita

OLIVIER UBERTALLI
COLLABORATION SPÉCIALE

Buenos Aires — «Presidenta». Après la socialiste Michelle Bachelet au Chili, l'année dernière, l'Amérique du Sud a une nouvelle présidente élue au suffrage universel. À 54 ans, Cristina Kirchner a rasé plus de 42 % des voix, hier.

Les Argentins ont donc plébiscité la continuité. Une sorte de deuxième mandat de Nestor Kirchner, son mari et président sortant, qui évoquait en privé «l'usure du pouvoir» et lançait en public: «Et pourquoi pas une femme pour approfondir la transformation du pays?» Le slogan

de Patagonie. À peine sa candidature mise sur orbite, elle s'offre une tournée en Espagne et accompagne son époux aux États-Unis pour l'Assemblée générale de l'ONU.

Les époux K. perpétuent ainsi la lignée des couples péronistes. Cette tradition a débuté dans les années 50 avec le charisme d'Evita, femme du président Juan Domingo Peron. Avant de tourner au cauchemar avec Isabel, danseuse propulsée chef de l'État à la mort du général en 1974. Isabel Martinez de Peron eut si peu de pouvoir qu'elle s'enfuit en hélicoptère lors du coup d'État militaire de 1976.

Mais il serait hâtif de réduire Cristina Kirchner, brune aux

ont également valu le surnom de «Madame Guillotine».

Ce faible pour la confrontation intellectuelle, elle le tient peut-être des discussions familiales qui rythmèrent son enfance. Entre une mère syndicaliste, admiratrice de Peron et fan du club de foot Gimnasia de La Plata, et un père patron d'entreprise, antipéroniste et de surcroît supporter de l'équipe rivale de Boca Juniors, impossible de s'entendre!

Fanatique du *make up*, Cristina cultive son image depuis son enfance à La Plata, à une heure de Buenos Aires, la ville où elle croisa Nestor Kirchner dans les rangs des jeunes péronistes. (Au collège, les religieuses s'agaçaient déjà de voir l'adolescente passer des heures à se maquiller. Aujourd'hui, elle s'habille chez Dior, Gucci ou Versace. File à la boutique Hermès du faubourg Saint-Honoré dès qu'elle pose le pied à Paris.) Ses traits révèlent même plusieurs sessions de botox et d'injections de silicone.

«Elle est aguerrie et coquette comme Evita, et pragmatique comme Carlos Menem. C'est une péroniste authentique, Rolex en or incluse», s'amuse le journaliste Franco Lindner.

«Elle est en train d'inventer une nouvelle alliance entre la capacité à exercer une autorité (...) et à garder en même temps sa féminité», rétorque Ségolène Royal, de passage à Buenos Aires. La socialiste qui a perdu l'élection présidentielle française contre Nicolas Sarkozy trouve «cette exigence très originale». Cristina Kirchner lui a confié: «Ce n'est pas parce qu'on fait une campagne électorale qu'on doit se vêtir de haillons!»



PHOTO SANTIAGO PANDOLFI, REUTERS

On dit de Cristina Kirchner qu'elle est coquette et aguerrie comme Evita et pragmatique comme Carlos Menem.

À la différence d'Hillary Clinton aux États-Unis, la carrière politique de Cristina a décollé bien avant que son époux ne soit président.

électoral «le changement commence tout juste» a fait mouche. D'autant plus que la candidate K. (pour Kirchner ou kirchnerista) a promis que «la nouveauté se fera dans la continuité».

Fabian Perechodnik, de l'institut Poliarquia, résume avec humour: «La société argentine a acheté le pack Nestor-Cristina».

À aucun moment, Cristina n'a douté de son succès. Surfant sur la popularité du chef de l'État sortant, elle est partie gagnante, archi-favorite. Hiératique, solennelle, inaccessible étoile, la femme de Nestor Kirchner a fui les journalistes comme la peste. Elle n'a donné aucune conférence de presse. Rarement, elle a battu le pavé de Buenos Aires, la boue des *villas miserias* (bidonvilles) ou la steppe

lèvres pulpeuses refaites, à une simple marionnette. À la différence d'Hillary Clinton aux États-Unis, avocate et sénatrice comme elle, sa carrière politique a décollé bien avant que son époux ne soit président. Elle était dès 1989 députée de Santa Cruz, la province natale de Nestor Kirchner, au sud de la Patagonie. Éluë à 42 ans sénatrice, Cristina demande la démission du ministre de la Défense de l'époque, lors d'une affaire de ventes illégales d'armes à l'Équateur. Réclamer la tête d'un ministre de la même tendance politique, il fallait oser!

Même ses détracteurs machistes qui la traitent de «Crétina» reconnaissent en elle un panache et une force de conviction incroyable. Son irascibilité et son autoritarisme lors des sessions parlementaires lui

Les comptes obscurs du patronat français



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

Paris — Les Français, on l'a dit souvent, ont des problèmes avec l'argent. Ils n'aiment pas les comptes clairs, l'étalage des revenus sur la place publique. Cela relève sans doute du vieil héritage culturel catholique, mais aussi de la tradition aristocratique... et du vieux fonds anarcho-syndicaliste, qui a toujours méprisé les réformes et préféré le Grand soir et la révolution.

Si le système politique français a été submergé par un raz-de-marée de scandales sur le financement des partis au cours des années 80 et 90, c'est parce que, au départ, au nom de la sacro-sainte liberté d'opinion, les partis politiques, à droite comme à gauche, n'avaient tout simplement pas de comptes à rendre sur la gestion de leur budget. Tout le monde vivait sur cette sympathique fiction selon laquelle les organisations politiques vivaient des cotisations de leurs membres (le Parti socialiste avait 120 000

adhérents!). Y compris lorsqu'il s'agissait de financer des campagnes présidentielles à 100 millions de dollars!

On croyait que la leçon avait été comprise, après une bonne décennie de procès pour corruption et de condamnations diverses pour «abus de biens sociaux»: les règles du jeu avaient changé, et les responsables politiques, tout comme les grands partenaires sociaux, étaient désormais tenus de rendre des comptes sur les dizaines de millions qui leur passaient entre les mains.

Or ces jours-ci, c'est le patronat qui est dans la ligne de mire. Et au plus haut niveau.

Après des révélations en cascade sur d'énormes retraits en liquide au cours des cinq dernières années, — on parle de 35 millions\$ — le vice-président du MEDEF (le patronat français), Denis Gautier-Sauvagnac, dit «DGS», qui chapeautait les grandes négociations sociales avec les centrales syndicales, a été forcé de démissionner de son poste cette semaine.

Ce qu'on découvre aujourd'hui c'est que, à l'image des partis politiques, les syndicats, patronaux et ouvriers, ont un statut qui relève pour l'essentiel d'une loi de 1884. Pas plus que jadis les partis poli-

tiques, le MEDEF ou les centrales syndicales n'ont obligation de publier leurs comptes. Bien sûr, il reste illégal pour un dirigeant de s'en mettre plein les poches, de corrompre des députés ou de rémunérer copains et cousins pour des emplois fictifs. Mais, comme personne n'a l'obligation de publier des comptes annuels, l'opacité est de règle, et il n'est pas facile pour des enquêteurs de savoir où passe l'argent.

Dans cette affaire «DGS»,

Denis Gautier-Sauvagnac, en tant que patron du secteur de la métallurgie, gérait une sorte de fonds d'entraide discret qui atteindrait les 600 millions d'euros, en dépôts bancaires et portefeuille boursier.

d'ailleurs, rien n'indique pour l'instant qu'il y a eu illégalité avérée. Mais les pratiques qui viennent d'être mises au grand jour dégagent une odeur malsaine, comme était forcée de le reconnaître l'actuelle présidente du MEDEF, Laurence Parisot. «C'était une sorte de secret de famille, dit-elle avec embarras. Beaucoup de gens le savaient inconsciemment. Mais tout de même, les bras m'en tombent.»

De quoi s'agit-il? «DGS», en

tant que patron du puissant secteur de la métallurgie (45 000 entreprises et 1,8 million de salariés), gérait une sorte de fonds d'entraide discret qui, selon des sources proches de l'enquête financière en cours, atteindrait les 600 millions d'euros, en dépôts bancaires et portefeuille boursier. Et, en toute tranquillité, Gautier-Sauvagnac aurait effectué environ 24 millions d'euros de retraits en liquide au cours des dernières années.

«Une pratique déjà ancienne, qui fonctionnait à mon époque», a confirmé à la télé un ancien président du MEDEF, Yvon Gattaz.

Pour l'instant, on ne sait rien de sûr sur le détail de cette affaire. Mais, à divers niveaux, des gens parlent, ouvertement ou sous le sceau de l'anonymat. Pour les uns, ce trésor de guerre créé en 1972 était d'abord un fond anti-grève. Pour d'autres, il permettait de payer des primes mensuelles non déclai-

rées aux permanents et dirigeants de la Fédération de la métallurgie, dans de petites enveloppes brunes semblables à celles qui se distribuaient chaque mois dans tous les ministères de la République. Accessoirement, le trésor de guerre permettait d'«arroser» quelques parlementaires chargés d'appuyer certains amendements favorables à la métallurgie. Mais il se dit aussi — avec exemples concrets à l'appui — que ces importantes sommes en espèces servaient à «fluidifier les relations sociales».

En clair: à subventionner l'une ou l'autre des trois principales centrales syndicales, CFDT, CGT ou FO! Elles-mêmes sont supposées vivre officiellement des cotisations de leurs membres, mais vu le faible taux de syndicalisation (8 % des salariés, dont 5 % dans le privé), on estime que, entre autres, 50 % du budget de la CFDT et 65 % de celui de la CGT proviennent de sources occultes. Un sujet qui vaut qu'on y revienne un de ces jours. Mais de là à penser que, dans l'opacité des comptes publics français, les caisses noires du patronat servaient aussi à subventionner des centrales syndicales jadis proches du Parti communiste...



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Le dalai-lama a offert un foulard blanc (un kata) à ses hôtes canadiens. Ce geste traditionnel symbolise la pureté des intentions.

Le dalai-lama aime George W. Bush... mais pas ses politiques

Le leader spirituel rencontre Stephen Harper aujourd'hui

LA PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le leader spirituel tibétain a déclaré devant un auditoire d'Ottawa, hier, que George W. Bush lui était apparu comme un homme aimable, lorsqu'il a rencontré le président des États-Unis, la semaine dernière à Washington.

«Je l'aime, comme être humain», a-t-il déclaré, ajoutant que le président était très gentil, très simple.

Mais lorsqu'il a été question de politique, son commentaire a été tout autre. Le message qu'il a livré à George W. Bush était: «Quant à vos politiques, j'ai certaines réserves.»

L'un des sujets abordés a été la politique américaine en Irak. Le

dalai-lama a affirmé que celle-ci n'était «pas nécessairement» mal intentionnée. Le problème, selon lui, réside dans son application pratique. Comme cela arrive souvent, a-t-il expliqué hier, «quelles que soient les intentions, les méthodes deviennent irréalistes. Au lieu de résoudre le problème, on l'aggrave.»

Le dalai-lama, qui s'exprimait devant plus de 5000 personnes rassemblées à l'aréna d'Ottawa, tenait ces propos alors qu'il se prépare à rencontrer le premier ministre canadien Stephen Harper et d'autres dignitaires, aujourd'hui. Ses remarques surviennent au milieu d'une controverse au sujet des politiques de

M. Harper quant au rôle des Canadiens dans le cadre de la mission militaire de l'OTAN en Afghanistan, un sujet que l'orateur a évité de mentionner.

Le premier ministre est le dernier d'une série de leaders occidentaux à avoir reçu le leader tibétain en exil au cours des derniers mois.

Outre sa rencontre avec M. Harper, le dalai-lama s'arrêtera aux bureaux du gouvernement à Gatineau, au Québec, pour y rencontrer le secrétaire d'État au Multiculturalisme Jason Kenney.

Il rendra ensuite visite à la gouverneure générale Michaëlle Jean, aujourd'hui, avant de rencontrer les leaders des partis d'opposition, demain.

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Eric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Editorialiste en chef

FORUM

ÉDITORIAL

Le sens politique

Nous publions aujourd'hui le deuxième de trois éditoriaux sur le regain de la pression religieuse.



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

La religion a toujours été liée à la politique. L'Ancien Testament narre les aventures géopolitiques d'un peuple et ses conflits avec d'autres nations; l'être divin prend alors parti pour les uns et contre les autres. L'exemple venant de si haut, les institutions religieuses ont longtemps joué un rôle majeur dans l'exercice du pouvoir politique.

Cependant, dans leurs versions chrétienne et juive, ces institutions n'agissent plus aujourd'hui dans le

Les symboles et rites religieux sont souvent perçus comme ayant un dessein politique.

champ politique que par le lobbying – parfois lourd, il est vrai – auprès des élus.

L'islam, la plus jeune des religions «du livre» (et peut-être pour cette raison), n'a cependant pas partout et totalement accédé aux bienfaits de la séparation de l'Église et de l'État. Il existe dans le monde musulman des théocraties. Et une frange militante, parfois extrêmement violente, lutte pour imposer la gouvernance par le Coran dans des États faibles ou en faillite.

En Occident, la pression qui s'exerce pour obtenir l'éclairage du monde temporel par la lumière surnaturelle n'est pas inexistant non plus. C'est pourquoi les symboles et rites religieux (qui, nous l'avons vu hier, communiquent d'abord l'adhésion personnelle à une codification surnaturelle de la vie pri-

vée) sont souvent perçus comme affichant également une intention politique.

Il existe deux façons pour un croyant fondamentaliste de se donner un environnement à sa convenance.

La première est l'auto-ghettoïsation, comme chez les juifs hassidiques. «Cette communauté a choisi de vivre à l'écart de la population, malgré tous les accommodements qui lui ont permis justement de continuer à vivre en vase clos», décrit Yolande Geadah dans *Accommodements raisonnables*. L'autre voie consiste à tenter de remodeler la société pour la rendre à son image. Réclamer une justice régie par la charia ou une prestation sexiste des services par la fonction publique relèvent de cette méthode.

Ni l'une ni l'autre méthode n'est exempte de danger pour les sociétés théoriquement débarrassées de la tutelle divine.

Au surplus, la religion se révèle incompétente en politique lorsqu'elle s'y aventure.

Si le pape Benoît XVI est capable d'abolir les limbes (qui ont longtemps terrorisé les parents de nourrissons!), il ne profère que des clichés lorsqu'il s'aventure sur le terrain de la politique. Il y a 10 jours, une lettre ouverte de 138 théologiens et intellectuels musulmans plaidant pour la réconciliation entre les religions «du livre», un événement historique, est pourtant passée inaperçue: cette lettre n'était en fait qu'une étude comparée de la Bible et du Coran, savante et austère, sans le moindre rapport avec la réalité.

Dieu est grand, nous l'avons déjà noté, mais il n'a jamais accompli de miracles en politique – il a par contre déclenché bien des conflits meurtriers...

Il est donc préférable de le tenir résolument à l'écart.

DEMAIN: LA VÉRITÉ

CYBERPRESSE.CA/EDITORIAUX
 La lettre des intellectuels musulmans (en anglais)

HALLOWEEN



Serge Paquette, collaboration spéciale

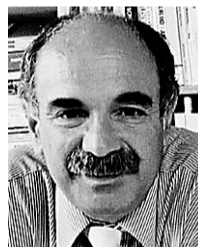
PAQUETTE-2007
 DROITS RÉSERVÉS

PLANÈTE

Qui sommes-nous?

De plus en plus, la science va accompagner l'histoire dans le modelage de nos identités

MICHEL WIEVIORKA



L'auteur est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris.

Longtemps, l'histoire a surtout apporté aux États modernes un récit national, plus ou moins rigoureux, et plus ou moins glorieux. Mais depuis une bonne quarantaine d'années, partout dans le monde, des acteurs se constituent pour contester la façon dont est construit ce récit, dénoncer ses oublis, ses carences, ou ses distorsions au nom de leur mémoire.

Ce phénomène accompagne bien souvent la poussée des identités culturelles, qui comportent alors vite une bonne dose de revendications à la fois mémorielles et victimaires – demander qu'on reconnaisse un génocide, un ethnocide, des massacres de masse, la traite des Nègres, le colonialisme subi, la négation d'une identité nationale ou régionale, par exemple, c'est aussi, dans cette perspective, demander qu'on admette que le passé pèse sur le présent, et qu'il contribue à déterminer aujourd'hui le racisme, l'exclusion et diverses autres formes de discrimination et d'injustice.

L'histoire officielle ainsi contestée entre dans la société, elle constitue un élément du débat public, elle est politisée, et ne se réduit plus à fournir à l'État des éléments lui permettant d'établir sa continuité dans le temps. De plus, nombreux sont les individus qui, sans se réclamer d'une identité collective, ou sans chercher nécessairement à s'y retrouver, se lancent dans la quête de leurs racines personnelles, de l'histoire singulière dont ils sont le fruit, se passionnant pour la généalogie, et se livrant, notamment via l'internet, à des efforts considérables pour établir leur ascendance. De plus en plus, chacun se veut le produit d'une histoire qui, si elle est collective, n'est pas nécessairement celle que promeut l'État-nation, et



PHOTO THIBAUT CAMUS, AP

Les progrès de la science et de la médecine sont tels qu'il devient possible d'établir notre ascendance non pas seulement en termes historiques ou culturels, ou familiaux, mais aussi en termes génétiques. Chacun de nous est unique de ce point de vue et notre identité peut être définie en fonction de notre ADN.

qui peut aussi être individuelle, puisque pensée et établie en relation à des trajectoires particulières. Beaucoup d'entre nous, désormais, tendent à se constituer en sujet pour maîtriser par eux-mêmes leur passé.

En même temps, les progrès de la science et de la médecine sont tels qu'il devient possible d'établir notre ascendance non pas seulement en termes historiques ou culturels, ou familiaux, mais aussi en termes génétiques. Chacun de nous est unique de ce point de vue (à l'exception marginale des vrais jumeaux), et notre identité peut être définie en fonction de notre ADN. La nôtre propre – mais aussi celle d'autres humains bien sûr.

Tests génétiques

La France, à la suite d'autres pays, vient ainsi d'autoriser, à titre expérimental, les tests génétiques pour certains candidats au regroupement familial résidant à l'étranger et se réclamant d'une filiation française sans pièces d'état civil convaincantes. Les débats sur le clonage ou sur la procréation médicalement assistée, ou bien encore a contrario sur l'adoption, témoignent eux aussi de cette évolution par laquelle la science, et plus précisément la biologie, devient partie prenante

de la définition de nos identités. Nous ne serions pas seulement les enfants de ceux qui nous ont élevés, ni les membres de notre collectivité nationale, ou de toute autre communauté politique, culturelle ou historique, nous risquons de devenir aussi les détenteurs d'un patrimoine génétique qui fait de chacun de nous un être singulier.

Et cette singularité n'est pas nécessairement en phase ou en harmonie avec la définition familiale, culturelle, politique, historique que nous pouvons avoir ou revendiquer. Dans le récent débat français sur l'adoption des tests génétiques, ce fut un argument puissant, parmi d'autres, des opposants que de souligner qu'on allait ouvrir la voie à des démonstrations scientifiques qui pouvaient ruiner bien des vies en révélant une paternité biologique inconnue jusque-là de l'intéressé.

La science, par les gènes, va ainsi télescoper l'histoire, du moins celle des individus, et l'essor simultané des deux logiques, de quête mémorielle et de quête biologique, ouvre un fantastique espace de débats de société, en renouvelant nos conceptions de nos identités, en introduisant de nouveaux risques de racisme, et en interpellant nos États, ne serait-ce que comme garants du respect de certaines valeurs.

RÉPLIQUE

Un engagement indéfectible envers les Canadiennes

GUYLAINE GISELE LEFEBVRE
 L'auteure est présidente de la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada

Au nom de la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada (SOGC), je souhaite répondre aux allégations présentées dans l'article «L'indépendance des médecins mise en doute» d'André Noël, publié le 22 octobre dans *La Presse*.

M. Noël laisse entendre que les médecins «manquent d'objectivité» lorsque vient le temps de rédiger des directives cliniques. Les auteurs de nos directives cliniques sont des membres de la SOGC, des chercheurs et des spécialistes qui nous offrent leurs services de façon bénévole. Aucune allocation ni contrepartie financière ne leur est octroyée pour la rédaction de nos directives cliniques et de nos politiques. Nos membres font preuve d'un engagement indéfectible envers les Canadiennes; ainsi, ils déploient constamment leurs efforts en vue de leur offrir les renseignements les meilleurs et les plus pertinents pour les aider à prendre des décisions éclairées en matière de santé. Nos directives cliniques sont cautionnées par les gouvernements provinciaux et par des organisations, tant nationales qu'internationales.

Comme de nombreuses autres sociétés professionnelles, la SOGC bénéficie d'un financement provenant de diverses sources gouvernementales et privées. Ce financement fait l'objet d'un ensemble de règles rigoureuses qui visent à assurer l'impartialité des pratiques de la SOGC quant aux commandites. Les fonds ainsi obtenus sont utilisés aux fins de l'administration, de la

publication et de la distribution de nos documents, lesquels cherchent à assurer le transfert de connaissances à nos membres et au public. Les processus stricts d'examen collégial que nous mettons en œuvre et la rigueur scientifique dont nous faisons preuve font en sorte que nos directives cliniques demeurent l'une des sources les plus fiables de renseignements sur la santé des femmes au Canada.

Des risques et des avantages sont liés à la plupart de nos choix dans la vie, dont le choix d'avoir recours à un médicament. La SOGC s'est engagée à offrir aux femmes les meilleures données disponibles, de façon à ce qu'elles puissent prendre des décisions éclairées en matière de médication. En ce qui concerne le Depo Provera, la SOGC a cautionné la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé voulant que l'utilisation de ce contraceptif ne soit pas restreinte aux femmes de 18 à 45 ans. Une perte potentielle (variable et peut-être réversible) de densité minérale osseuse constitue l'un des effets indésirables du Depo Provera. Compte tenu de ce risque, ce moyen de contraception n'est de toute évidence pas indiqué pour toutes les femmes. Néanmoins, dans certains cas (comme celui des femmes qui ne peuvent prendre des œstrogènes), les avantages du Depo Provera pourraient l'emporter sur les risques théoriques. Une fois de plus, la SOGC offre à ce sujet une analyse des données disponibles (y compris celles qui traitent des risques et des avantages), tout en soulignant que la décision finale revient à la femme concernée, de concert avec son professionnel de la santé.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931



PHOTO VINCENZO PINTO, AGENCE FRANCE-PRESSE

Des pèlerins espagnols portant des portraits de victimes de la guerre civile en Espagne (1936-1939) étaient réunis hier sur la place Saint-Pierre de Rome pour assister à la plus importante cérémonie de béatification de l'histoire de l'Église catholique.

498 victimes de la guerre civile espagnole béatifiées

ASSOCIATED PRESS

CITÉ DU VATICAN — Plusieurs milliers de fidèles se sont rassemblés hier sur la place Saint-Pierre de Rome pour assister à la plus grande cérémonie de béatification de l'histoire de l'Église catholique, au cours de laquelle 498 religieux victimes de la guerre civile espagnole ont été béatifiés. Une cérémonie qui en fait tousser quelques-uns en Espagne, à deux jours de l'examen

au Parlement d'une loi réhabilitant les victimes de la guerre civile et de la dictature franquiste.

Quelque 71 évêques espagnols, des représentants politiques et des pèlerins ont assisté à la cérémonie. Le cardinal portugais José Saraiva Martins, préfet de la Congrégation de la cause des Saints, a déclaré la béatification des 498 religieux après avoir lu la liste des nouveaux bienheureux depuis la basilique Saint-Pierre. Des applaudissements

sont alors montés de la foule brandissant des drapeaux espagnols.

Le pape Benoît XVI est apparu à la fenêtre de ses appartements à l'issue de la messe pour saluer les pèlerins. La béatification d'un si grand nombre de croyants montre que le martyr n'est pas réservé à quelques-uns, mais que «c'est une possibilité réaliste pour tout le peuple catholique», a-t-il dit.

Deux évêques, 24 prêtres, 462 membres d'ordres religieux ainsi

qu'un diacre, un sous-diacre, un séminariste et sept laïcs figurent sur la liste des béatifiés. Ils ont été tués en 1934, 1936 et 1937.

La guerre civile espagnole (1936-1939) trouve une partie de ses origines dans les violences commises par les mouvements de la gauche espagnole contre les représentants de l'Église, qui incarnait à leurs yeux la richesse, les inégalités et la répression. Environ 7000 membres du clergé

auraient été tués entre 1931 et 1939. Le soulèvement déclenché par Franco a pris prétexte de ces violences pour s'opposer aux Républicains. La dictature franquiste a pu ensuite s'appuyer sur un fort soutien de l'Église.

En Espagne, certaines voix s'élèvent pour s'interroger sur le calendrier de cette béatification de masse, qui intervient à deux jours de l'examen au Parlement d'une loi réhabilitant les victimes de la guerre civile et de la dictature.

Le texte de la «loi de mémoire historique» mentionne les personnes persécutées pour leurs convictions religieuses, mais il constitue avant tout une condamnation officielle du franquisme. Certains estiment que le Vatican a cherché à faire, à travers la cérémonie d'hier, un geste politique pour manifester son mécontentement face à cette loi.

emirates.com/ca

Bonjour.

À moins que ce ne soit Buenos días? Ou encore Al salaam alaykoum? Il est intéressant de constater l'effet profond que peuvent avoir quelques mots de bienvenue... Ils sont accueillants, apaisants, rassurants. Ils vous permettent de vous sentir un peu comme à la maison, même lorsque vous êtes très loin. En outre, ces mots prononcés par notre équipage multilingue sont tellement plus éloquents que « Nous parlons votre langue ». Ils signifient « Nous vous comprenons », ainsi que « Bienvenue à bord », mais surtout, c'est grâce à eux que vous vous sentez bien accueilli à bord.

Emirates arrive le 29 octobre 2007.



Volez sur Emirates. La découverte continue. **Emirates**